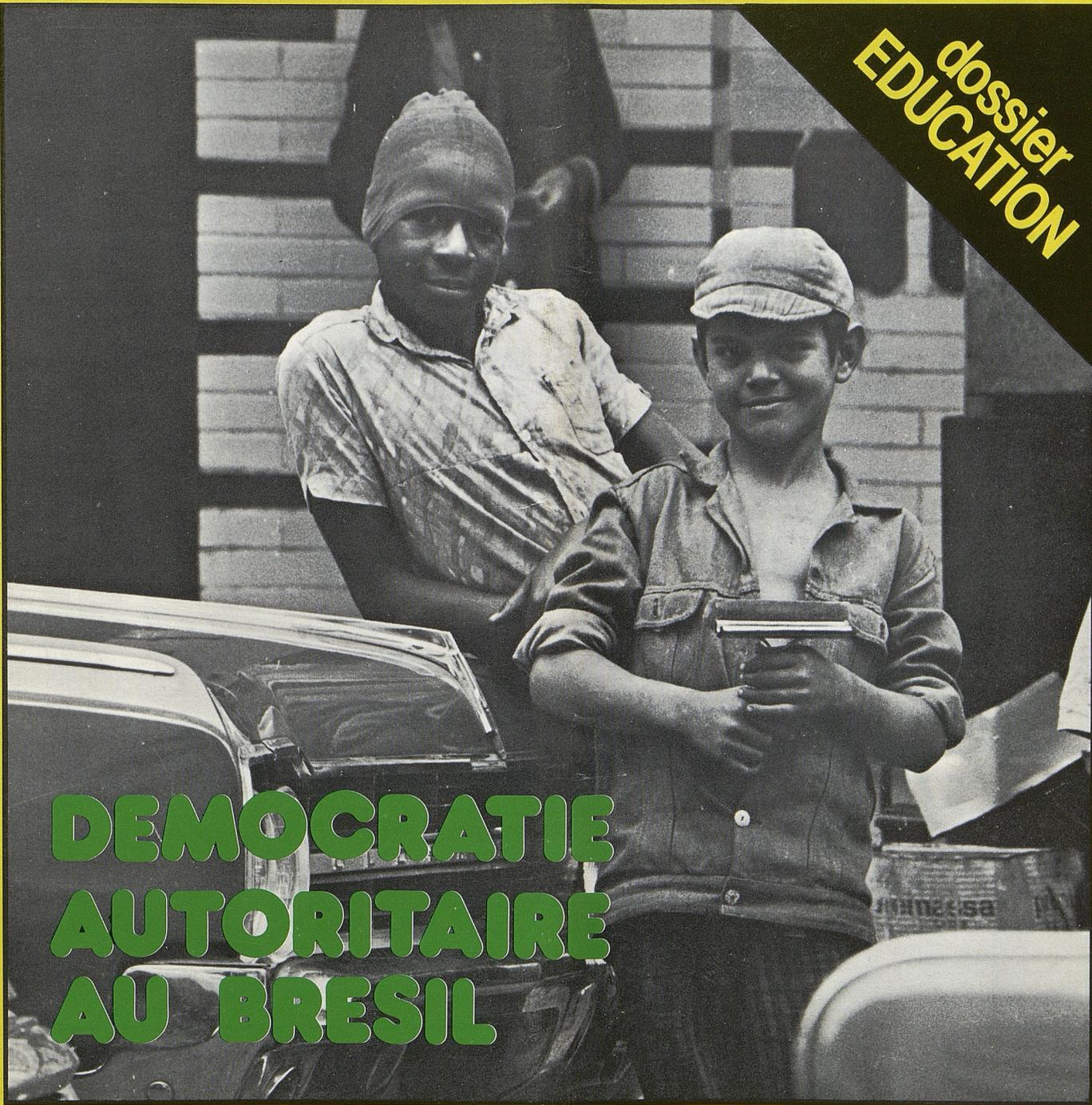




Urgent
Amérique Latine
mensuel d'information générale N° 2 Avril 1978 Prix : 6 F

dossier
EDUCATION



**DEMOCRATIE
AUTORITAIRE
AU BRESIL**

Colombie: l'immoralité au pouvoir

L'EXIL 40p 9800

QUELS SONT LES METIERS QUI OFFRENT ACTUELLEMENT LES MEILLEURS DEBOUCHES ?

LES PROFESSIONS COMMERCIALES

Aussi, le but de

Ecole Professionnelle Supérieure

Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance

est de préparer ses élèves à des SITUATIONS D'AVENIR, en les formant notamment à la préparation de

Cadre Technico-Commercial

capable d'atteindre un salaire important

Vous avez la volonté de réussir ?

Alors n'attendez plus pour vous spécialiser dans la VENTE, où les meilleures techniques vous seront inculquées par des PROFESSIONNELS :

- par des études CHEZ VOUS à votre rythme
- complétées de STAGES PRATIQUES en nos locaux

vos succès assurés

Ecole Professionnelle Supérieure

assurera une formation spécialisée, RESERVEE AUX MEILLEURS, afin de vous mener au CERTIFICAT de

INGENIEUR COMMERCIAL

Veillez m'adresser sans aucun engagement de ma part, votre documentation sur la carrière de CADRE TECHNICO-COMMERCIAL à :

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....

Ce coupon est à retourner à l'ECOLE PROFESSIONNELLE SUPERIEURE 27 bis, rue du Louvre PARIS 2e

SOMMAIRE

Les élections sont en ce moment la chose la mieux partagée. Alors que les tensions de ces derniers mois se sont ici momentanément et tristement dénouées, reconduisant la droite dans sa majorité, un intense calendrier électoral continue de se déployer en Amérique Latine.



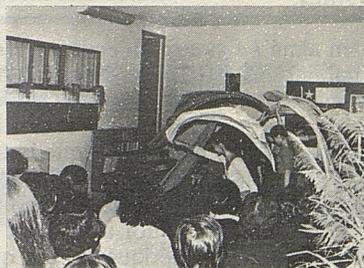
Élections en Colombie pp. 29, 31

Il n'est jusqu'aux dictatures militaires qui n'éprouvent le besoin d'un retour aux urnes, pour dépasser leur crise de légitimité et faire meilleure figure dans le concert des marchés internationaux. Les mises à pied de travailleurs, la répression syndicale, voire les massacres qui accompagnent ce retour aux formes d'une démocratie qui se passe d'être représentative, indiquent le caractère, ô combien dérisoire, de cette ouverture.



La démocratie autoritaire au Brésil pp. 6,7

L'exil, réalité massive, effet radical de la dissidence pour tant de Latino-américains, souligne aussi les frontières de ce renouveau.



L'exil pp. 19, 20

Est-il besoin de tirer d'autres traits d'union entre les thèmes présents dans ce numéro ? Il conviendrait alors de rappeler que l'éducation, sujet aujourd'hui de notre dossier, devient, en-dehors des aléas de la conjoncture, un de ces lieux où le pouvoir installe ses désirs de permanence. Il faudra pourtant bien un jour entendre celles de ceux qui d'ores et déjà revendiquent d'en faire le lieu de l'apprentissage de notre liberté.



Éducation pp. 11,17

Le sommaire de ce numéro comporte également des articles sur :

Les appuis de Somoza aux États-Unis, p. 8

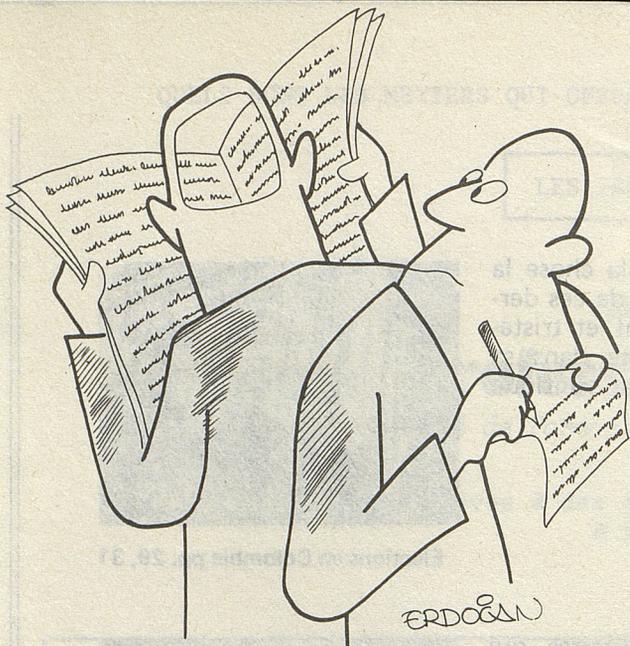
Les élections en Bolivie, p. 10

Les mouvements populaires au Pérou, p. 24

Une rencontre avec les Inti-Ilumani, pp. 25-26

de nombreuses nouvelles de demain, pp. 27-29

... et les pages Magazine, pp. 30-34



COURRIER DES LECTEURS

du flic et du cadavre. Comme disait Nazim Hikmet, pourtant presque toujours en taule : « La vie est belle, mon vieux ! ».

Renouer les fils cassés

J'ai appris la bonne nouvelle de votre naissance. A titre personnel et par le biais de nombreux camarades sud-américains que j'ai l'occasion de rencontrer dans mon travail ou ailleurs, je me sens assez concerné par tout ce qui se passe en Amérique du Sud et souhaite faire partie de vos lecteurs.

J'aimerais en effet dépasser l'adhésion individuelle et profiter de votre initiative, pour relancer sur Grenoble les comités de soutien et autres aux pays d'Amérique Latine, en liaison avec des instances nationales permettant de faire circuler efficacement l'information dans les deux sens.

Un des premiers appuis que vous pouvez nous apporter serait de nous communiquer l'adresse des organismes qui existent encore réellement aujourd'hui et qui s'occupent, ne serait-ce que d'assurer un minimum de solidarité matérielle avec les pays soumis aux dictatures militaires.

Cela peut nous permettre de renouer les fils cassés et de nous coordonner plus efficacement. Certes, tout dépend localement de nos initiatives et de notre courage, mais je pense qu'une coordination nationale est nécessaire.

Je vous serais donc très reconnaissant de m'envoyer ces adresses si vous en avez connaissance.

L.T.
Grenoble

Nous convions les lecteurs qui disposent de reportages de vie quotidienne (textes ou photos) en Amérique Latine (ou qui ont le désir et les moyens d'en réaliser) à s'approcher de nous.

Leurs contributions seront les bienvenues, dans ce domaine comme en d'autres. N'hésitez pas à nous faire signe.
La rédaction

Chers Amis,

J'ai bien aimé *La guerre du centavo*. J'espère que vous continuerez à publier des articles sur la vie quotidienne en Amérique Latine. Je crois qu'*Urgent... AMÉRIQUE LATINE* correspond vraiment à un besoin d'information et sera bien accueilli par tous ceux qui connaissent un peu l'Amérique Latine.

Je crois d'autre part que vous pourriez jouer un rôle non négligeable en ce qui concerne la découverte de l'Amérique Latine dans notre pays. Pourquoi à ce sujet ne lanceriez-vous pas la création de comités Amérique Latine qui regrouperaient vos lecteurs et se chargeraient de diffusion et d'activités culturelles et autres ? Et puis même s'il ne s'agissait que de lieux de rencontre, ce ne serait pas si mal que cela.

J'attends le numéro 2 et suivants avec impatience, en espérant que « petit poisson deviendra grand ».

Claude J.
Paris

Intéressant votre canard, mais faites attention à bien vous définir et à choisir ce que vous voulez. Quels lecteurs, quelle découverte de l'Amérique Latine ? Ne tombez pas dans la carte postale de gauche. Le journal et les lecteurs y gagneront. Pour la plupart des Français, tous les pays d'Amérique Latine se ressemblent. Cocotiers, grands chapeaux, flûtes indiennes, militaires et guerilleros. Donner des informations politiques et des analyses, c'est bien. Mais, il faut faire davantage : montrer où cela se passe, comment naissent, vivent, aiment et meurent les vrais acteurs et actrices de ces événements. La vie quoi ! Dites-vous bien que c'est aussi intéressant que les abstractions. Et puis, trop de photos de militaires dans ce numéro 1, même les revues officielles des armées ne se le permettent plus. Ne vendez pas que

Urgent... AMÉRIQUE LATINE est en vente dans les principaux kiosques de presse et certaines librairies. En particulier, dans les 5ème et 6ème arrondissements :

■ 5ème :

PUF, 49, bd. Saint-Michel
Les Deux Mondes, 10, rue Gay-Lussac
Le Thiers Mythe, 21, rue Cujas
Librairie Centre des pays de langue espagnole et portugaise, 16, rue des Écoles
L'Échappée Belle, 1, rue Gracieuse
Cinéma La Clef, rue Monge
La Chasse au Snark, 135, bd. Saint-Michel
Lire-Écrire, 16, rue de Santeuil
Malourène, 9, rue Lacépède
Saint-Michel, 20, rue de la Sorbonne
Les Grands Prés, 5, rue Lacépède
Lib-5, 5, rue Malebranche

■ 6ème :

L'Harmattan, 18, rue des Quatre-Vents
Norman-Béthune, 79, bd. Saint-Michel
Librairie Espagnole, 72, rue de sSeine
Librairie Hispano-américaine, 26, rue Monsieur le Prince
La Hune, 170, bd. Saint-Germain
Tricontinentale, 46, rue de Vaugirard
Le Temps de lire, 50, rue de Babylone
Librairie des Femmes, 68, rue des Saints-Pères

Rédactrice en chef : Michele Mattelart
Responsable des informations : Ibar Aibar
Secrétaire de rédaction : Jean-Pierre Desmond
Maquettiste : Omar Saavedra

Administration et gestion : Luis Alvarez
Diffusion et abonnements : Beatriz Rioseco, Patricia Tuper,
Laura Mateluna

Publicité : C.G. I. 14, rue Bourg-Tibourg, 75004 Paris,
Tél. 887 56 43

Rubriques :

Rapports de force internationaux : Bernard Cassen
L'évènement : Carlos Gabetta
Questions Politiques : Eduardo Olivares
Cultures et Sociétés : Roger Bartra
Économie : Alfonso Varela
Productions Culturelles : Ignacio Ramonet (cinéma)
Huguette Faget (théâtre) ; Daniel Salinas (musique)
Magazine : Catherine Bastard (coordination)
Dossier : Armand Mattelart

Directrice de la publication : Michèle Mattelart
Composition : Germinal,
Impression : M.S.
Distribution : NMPP (presse), Diffusion Populaire (librairie)
Mensuel édité par Publication FRANCE-LATINE, s.a.r.l. au
capital de 2.500 F.

Gérant : Luis Alvarez,
c - Publ. F.L., R.C. Paris n° 77 B 8953 - 311700470
Abonnement 12 numéros : France 60 F, Étranger 80 F.
Dépot légal : 2ème trimestre 1978
Commission Paritaire : démarches d'attribution de numéro en
cours.

Ont également participé à ce numéro :

Carlos Eduardo Jaramillo, Patricia Lara, Beatriz Pedrana, An-
tonio Prior, R. R., Ines Cristina Raca, Tomas Vasconi.

RECTIFICATIF

L'article intitulé *Somoza basta !* (N° 1, p. 31) avait
pour auteurs Marc d'Anglejan et Bruno Caron, ex-coopé-
rants français au Nicaragua. Une erreur de mise en page
nous a fait omettre involontairement leurs noms.

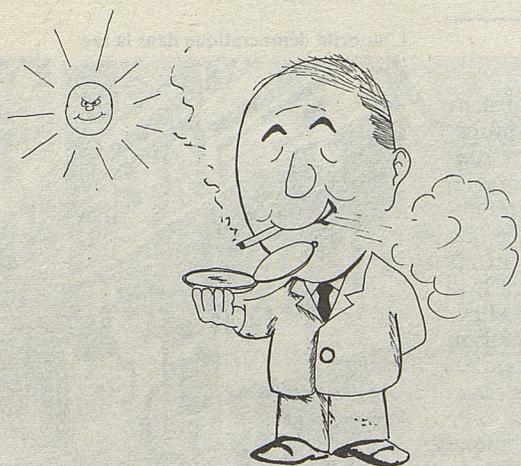


Photo de couverture

Brésil — Agence Sunset.

il allume votre cigarette en deux secondes

**Ce briquet solaire
sera la joie
de vos vacances**



Pour le recevoir, envoyez le bon ci-dessous à :
C.G. International, 14, rue du Bourg-Tibourg — 75004 Paris
accompagné d'un chèque bancaire de 30 F (25 F l'unité
à partir de 5, 20 F au-dessus de 10).

Prénoms : Nom :

Adresse : Téléphone :

Je désire recevoir briquet(s) solaire(s)

Ci-joint un chèque bancaire de F à l'ordre de C.G. International.

Le Brésil à l'heure de la démocratie autoritaire

En 1954, le président Getulio Vargas, admirateur du fascisme mussolinien et champion du courant nationaliste au Brésil, est acculé au suicide. Dans son « testament » politique, Getulio, sans les nommer explicitement, accuse les forces du capitalisme international et leurs alliés brésiliens d'avoir ourdi un plan pour s'emparer du pays.

Mars 1978 : le général-président Ernesto Geisel signe avec le gouvernement social-démocrate allemand, un traité de coopération dans le domaine nucléaire et accepte au nom de la nation brésilienne, de redoubler d'effort pour « harmoniser » les politiques extérieures des deux pays. Près d'un quart de siècle s'est écoulé entre ces deux événements. Vingt-cinq ans pendant lesquels le Brésil fait son entrée violente, sanglante et définitive dans le marché capitaliste mondial.

Le gouvernement de Juscelino Kubitschek, élu quelques mois après la mort de Vargas, marque la période « idyllique » de cette évolution. Le relatif isolement du pays pendant la deuxième guerre mondiale et le nationalisme ombrageux des *varguistes* avaient permis le développement d'une petite industrie nationale basée sur la substitution des importations. Sans douleur, Juscelino liquidera peu à peu ces maigres acquis de la bourgeoisie de São Paulo. D'abord en ouvrant largement l'économie du pays à la pénétration des capitaux étrangers et en encourageant le montage des premières grandes usines de biens de consommation durables. En lançant ensuite d'immenses travaux d'infrastructure assumés par les entreprises d'État. Mais, le génie du gouvernement Kubitschek a été de faire appel à la vitalité et au nationalisme du peuple brésilien, pour bien souder ce premier maillon de la chaîne qui liera le pays aux nations industrielles de l'Occident. A la fin des années cinquante, le Brésil, « pays de l'avenir » se vivait au

présent et rien n'était plus exaltant dans l'imagination populaire (et dans la propagande officielle) que l'aventure du « *candango* », ce paysan sans terre, misérable, travaillant dans des conditions infra-humaines ; mais on ne voulait le voir que comme le demiurge qui, de ses mains nues, faisait surgir en plein désert Brasília, la ville de l'an 2000. Sous Juscelino, le « développement » est devenu la raison d'être de la nation, et le peuple entier, en se sacrifiant pour « *construire l'avenir* », y plaçait tous ses espoirs.

Deux événements mettent un terme à cette sinistre épopée pour chanter de la révolution industrielle : l'inauguration de Brasília et la Révolution cubaine. Les tracés géométriques de Lucio Costa et les audaces architecturales d'Oscar Niemeyer étaient devenus des symboles vivants. Pour tous les Brésiliens, Brasília, ville de science-fiction, était la preuve que le pays avait réussi son « *décollage* ». Dorénavant il pouvait se débrouiller seul et, surtout, on pouvait commencer à distribuer les fruits des immenses sacrifices consentis.

1964, l'année du choix

Jânio Quadros, simultanément leader populiste et candidat à la présidence choisi par les milieux d'affaires nationaux, devint le pantin contradictoire de la tragédie qui s'annonçait. C'est son gouvernement qui inaugure la politique de « *diversification des dépendances* » en ouvrant finalement les relations diplomatiques avec l'URSS et les pays de l'Est européen. Le mythe d'un développement capitaliste « *indépendant* » appuyé sur un consensus populaire se répand parmi les nouveaux riches de la « *ruée vers l'Ouest* » de l'ère kubitschek. Jânio Quadros, à Brasília épingle, de sa main, la plus haute décoration brésilienne (l'Ordre de la Croix du Sud) sur le treillis militaire d'Ernesto « Che » Guevara. Le « Che » du discours d'Alger qui se permettait de critiquer en même temps les Russes et les Américains !

Mais cet embryon de bourgeoisie nationale aux velléités d'indépendance sera vite rappelé à l'ordre et Quadros, trop faible et indécis pour choisir le camp populaire, sera acculé à la démission. Quant aux travailleurs brésiliens, profitant de la confusion toute provisoire qui règne dans la direction du pays, ils se lancent à la conquête de ce qu'on leur avait promis : les réformes démocratiques de base (en particulier, la réforme agraire), de meilleurs salaires et des conditions de travail correctes, l'indépendance

économique et culturelle du pays.

La reprise, sous un point de vue populaire, des rêves de « *développement indépendant* » d'une bourgeoisie créole, lâche et mégalomane, ne fera que hâter la conclusion du drame. 1964 est en effet l'année du choix. La coexistence pacifique entre les grandes puissances grignote peu à peu les autonomies nationales. Cuba, encerclée par le blocus américain, passées les premières années où l'on ne comptait que sur ses propres forces, doit recourir à l'aide des techniciens tchèques et soviétiques. La construction du « *socialisme tropical* » deviendra plus réaliste.

Au Brésil, les organisations représentatives des travailleurs (essentiellement le *Parti Travailleuse Brésilien*, le *Parti Communiste* et les syndicats corporatistes), accrochés à la chimère de la « *phase nationale de la révolution* », seront écrasés par le coup d'État militaire du 1er avril 1964.

Le « miracle économique » et la paix des cimetières

Dorénavant, aucun obstacle ne pourra plus entraver la marche forcée du pays vers son intégration dans le marché capitaliste du monde occidental. Cette marche au pas cadencé des militaires a tout réduit sur son passage. La dernière opposition *nationaliste* et *syndicale* (celle des étudiants et des ouvriers en 1968)

a été brisée par la répression qui a suivi la proclamation de l'Acte Institutionnel n°5. La guérilla urbaine, dernier mode d'expression politique des secteurs populaires les plus combattifs a été liquidée, sans pitié, par le meurtre, la torture et la terreur d'État.

Le « *miracle économique* » érigé sur la paix des cimetières, bouleverse la physionomie du pays. Le développement capitaliste hybride, inhumain mais réel que connaît le Brésil à partir de 1970 imprime une marque profonde dans la composition de classe du pays. L'industrialisation sauvage crée une « *nouvelle* » classe ouvrière, « *massifiée* », sans qualification, dont l'importance numérique en fait un facteur essentiel de l'équilibre social. L'introduction des techniques industrielles dans l'agriculture a transformé près de la moitié de la population active rurale en ouvriers agricoles, qui habitent pour la plupart les quartiers lépreux des faubourgs des grandes villes où on vient les chercher en camion pour des travaux précaires et saisonniers. Le taux délirant d'urbanisation a fait faire un bond aux couches moyennes de petits fonctionnaires ou employés de bureau dont une partie commence à bénéficier d'une formation universitaire, débilite mais réelle.

Cette nouvelle composition de classe exprime des revendications « *nouvelles* » : non plus directement la réforme agraire, mais la sécurité sociale et de meilleurs salaires pour les travailleurs ruraux ; non plus la défense de la culture natio-

nale, mais l'accès à la culture universelle et la mise en avant de la culture populaire, non plus « *le pétrole est à nous* », mais un syndicalisme libre et autonome, le droit de grève et d'organisation, un revenu garanti ou le contrôle populaire des prix. Le régime militaire se retrouve donc, face à son Golem : ces nouveaux travailleurs qu'il a lui-même créés, ne luttent plus pour un « *capitalisme national à visage humain* ». Toute crise sociale d'envergure ne peut poser qu'un choix socialisme ou dictature militaire.

Se vendre au plus offrant

Geisel et ses pairs commencent, toutefois, à se rendre compte de la puissance ascendante de cet adversaire dont ils ne peuvent, par ailleurs, se passer. La répression seule ne suffira bientôt plus et les militaires sont à la recherche d'instruments institutionnels capables d'encadrer les ouvriers et les classes moyennes afin d'en désamorcer la charge subversive. De tels instruments, cependant, ne peuvent être efficaces que s'ils ont une réelle représentativité parmi les travailleurs. L'intérêt subit d'une partie de la classe dirigeante pour les expériences social-démocrates « *à l'allemande* » s'explique par cette nécessité, et il n'est pas étonnant que Geisel, pendant son voyage en Allemagne, ait tenu à discuter longuement avec Willy Brandt, président de l'Internationale Socialiste.

Cependant, être social-démocrate « *suppose un petit capital* ». Acheter la classe ouvrière est un exercice onéreux. Qu'à cela ne tienne ! On se contentera d'une social-démocratie « *du pauvre* » : avantages sociaux et participation à la société de consommation pour quarante millions de Brésiliens (un marché interne plus que coquet) et répression sélective et « *démocratique* » pour les autres, 80 millions. Un tel projet toutefois n'est viable que si les grands pays industriels occidentaux garantissent un marché pour les produits fabriqués par les usines, et un flux régulier d'investissements pour l'économie brésilienne. « *L'ouverture graduelle et disciplinée* » de la vie politique, essentielle à la survie du régime installé au Brésil, ne peut réussir qu'à cette condition. Tel un commis-voyageur astucieux, cherchant à tirer profit de l'actuelle querelle entre les gouvernements américain et ouest-allemand, Geisel propose de vendre au plus offrant, son projet de « *démocratie autoritaire* ». Avec son voyage en Allemagne, il a pu connaître les conditions d'achat posées par Helmut Schmidt ; il ne lui reste, pour choisir, qu'à attendre la visite que Jimmy Carter fera au Brésil, du 28 au 30 mars.

R.R.

L'autorité démocratique dans la rue



NICARAGUA

Somoza connection

Quelles forces soutiennent Anastasio Somoza au pouvoir ? Pourquoi l'administration Carter ne donne-t-elle pas le coup de grâce final à ce régime détesté et corrompu qui ne convient même plus aux États-Unis, ni à la « politique des Droits de l'Homme » du président ? Ce sont les questions que tout le monde se pose après ces mois d'affrontement entre la Garde nationale du dictateur et l'ensemble du peuple nicaraguayen, qui ne trouvent pas encore d'issue.

La réponse, il faut la chercher dans les liens étroits que la dictature de Somoza a tissés, durant quarante ans, dans les milieux d'affaires, dans la presse, au Pentagone, au Congrès et même dans le Département d'État américain.

Le Lobby nicaraguayen

On appelle ainsi aux États-Unis le réseau d'amitiés influentes qui « travaillent » en faveur du régime de Somoza. Le Comité des Affaires Étrangères du Sénat a confirmé que l'administration de Somoza a utilisé, durant des années, les services de plusieurs agences de publicité (dont celle d'Irving Davidson), qui soutinrent, avec l'argent de Somoza, la candidature de Richard Nixon, en 1960. D'après les enquêteurs, la même chose s'était produite pendant la campagne de John F. Kennedy.

Durant cette époque, le « publiciste » Davidson a payé une somme importante à un journaliste du *Washington Star* pour la publication d'articles favorables à un plan d'investissements au Nicaragua, dans le secteur de l'habitat. Un haut fonctionnaire de l'administration de Nixon, Allen Oakley Hunter, ami intime du président, se chargeait, pour le couple Davidson-Somoza, d'obtenir l'assistance financière gouvernementale pour ce projet de « développement communautaire ». L'excuse idéologique plus ou moins la-

tente dans cette manœuvre, comme dans bien d'autres d'ailleurs, était « la lutte contre le communisme ». On sait maintenant que Davidson avait accès au bureau du directeur général de la CIA, et qu'il transmettait ses informations secrètes au FBI.

Ces procédés continuent aujourd'hui sous d'autres noms et une autre administration américaine. La personne actuellement chargée de « l'image » d'Anastasio Somoza, s'appelle Norman Wolfson, de l'entreprise *Lawrence, Petter-son and Farrell Inc.* Il s'est mis à pied d'œuvre à Managua-même, sur les instances d'« amis américains très préoccupés » par la situation du gouvernement. Pour un salaire annuel de 84.000 dollars et une note de frais quotidienne autorisée de 1.000 dollars, Wolfson a accepté de travailler pour Somoza, à la demande de l'ex-congressiste Bill Cramer (agent de Somoza à Washington) et de Raymond Molina, agent personnel, à la fois pour la politique et le commerce, de la dictature nicaraguayenne aux États-Unis.

Le nouveau couple Wolfson-Somoza eut à faire face à plusieurs situations difficiles. Notamment au mois de juin dernier, quand une commission de la Chambre des Représentants a suspendu l'aide militaire américaine au Nicaragua. Le lobby commença aussitôt à s'agiter et, quinze jours plus tard, la même Chambre recommandait le rétablissement de « l'aide » militaire sur l'intervention spéciale du sous-secrétaire d'État pour les affaires latino-américaines, Terence Todman, dont les arguments furent décisifs au moment du vote. Un haut fonctionnaire du Département d'État, Sally Shelton, fut encore plus explicite : « L'aide pour la sécurité », déclara-t-elle, « contribue aussi à maintenir notre lien politique de coopération avec ce pays. De plus, le Nicaragua a appuyé fermement les États-Unis aux Nations Unies, à l'OEA et dans d'autres instances ».

La seconde épreuve surgit quand Somoza fit assassiner le leader de l'opposition, Joaquin Chamorro et que, simultanément le Venezuela suspendit ses envois de pétrole (les travailleurs du pétrole ayant refusé d'envoyer du brut au régime nicaraguayen). Au cours de ces jours critiques, Wolfson se réunissait quatre fois par jour avec Somoza et rédigeait personnellement les communiqués de presse. Pendant ce temps, aux États-Unis, le lobby obtenait de la firme multinationale américaine *Esso Evert* qu'elle continue à fournir la dictature en pétrole.

Économie et droits de l'homme

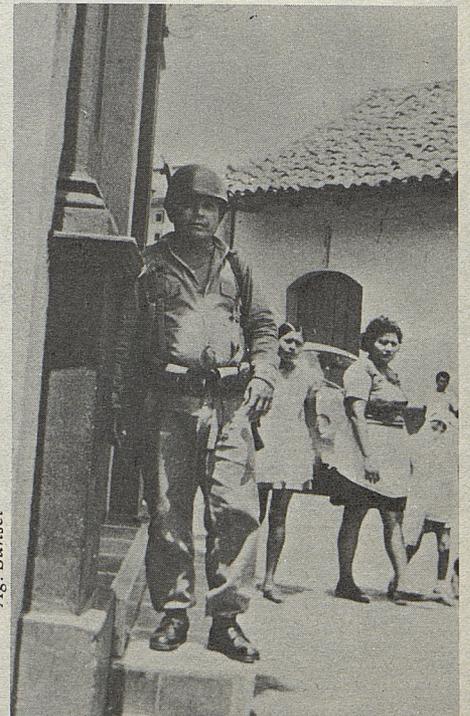
Comment s'étonner devant ce réseau d'intérêts qui jouent en faveur de la dic-

tature, quand on sait que les États-Unis, depuis longtemps, à coups de millions de dollars, financent l'armement de la Garde nationale somoziste, principal appui du régime. Les Somoza et les compagnies américaines contrôlent 80 % de l'économie du pays. L'unique compagnie d'aviation, propriété de la famille Somoza travaille presque exclusivement avec les États-Unis. Elle est équipée d'avions *Huges Aircraft* à la suite d'une alliance avec le défunt multimillionnaire Howard Hugues, qui porte par ailleurs sur plus de dix secteurs vitaux de l'économie. Par le biais d'un accord douteux avec *United Fruit Co*, les Somoza réalisent des opérations financières à travers la *Bank of America*. Non contents de posséder leur propre banque, les Somoza possèdent des intérêts dans la *Bank of America* (associée avec la *Wells Fargo Bank*) et la *Banque du Nicaragua* (associée avec la *Chase Manhattan Bank*). Les compagnies américaines établies sur la côte atlantique, qui exploitent des forêts de pin et de bois précieux (*Magnavox, Nicaragua Lumber*, et d'autres), versent aux Somoza des pots de vin fabuleux pour acheter leur tranquillité.

La liste des « liens » économiques noués de vieille date entre la dictature et les intérêts américains pourrait continuer à l'infini, car elle couvre presque toute l'économie du pays. Elle suffit à expliquer pourquoi Somoza et ses amis du lobby assurent la permanence du régime malgré l'implacable opposition intérieure et extérieure. Les États-Unis ne donneront pas le coup de grâce avant d'être certains que son remplaçant garantira leurs intérêts dans ce pays, suivant la formule du guépard : plus ça change, plus c'est pareil.

Carlos GABETTA

U.S. Somoza Army



Ag. Sunset

UNE DATE EN AVRIL

Notre journal invite ses lecteurs à participer à une manifestation qu'il organise :
le mardi 25 avril à 20h 30

RENCONTRE AVEC LA CHANSON LATINO-AMÉRICAINNE

Higinio Mena – Martin Saint-Pierre – Daniel Salinas

au Palais des Glaces, 37 rue du Faubourg du Temple. 75010 Paris

GRATUIT

GRAND CONCOURS D'ABONNEMENTS

gagnez un voyage au Mexique pour 2 personnes

EN VOUS ABONNANT A ^{Urgent} **Amérique Latine**

le prix comporte le voyage A/R et le séjour complet de 15 jours au Mexique pour 2 personnes.

Le tirage au sort, effectué parmi tous les abonnés inscrits avant le 15 mai, se fera au siège du journal le 20 mai 1978.
Le résultat sera communiqué personnellement au gagnant et publié dans le numéro de juin.



ABONNEMENT

14, RUE BOURG-TIBOURG – 75004 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession :

Adresse :

SOUTIEN : 1.000 F 500 F 100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine

Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

BOLIVIE

le retour aux urnes

Les élections présidentielles en Bolivie, annoncées pour le 1er juillet 1978, offrent-elles une issue quelconque aux luttes populaires ? De l'avis général de la gauche bolivienne, il s'agit là d'une arme à double tranchant. Si les militaires l'emportent, le successeur désigné du général Banzer, le général Juan Pereda Hasbun continuera la même politique d'exploitation, d'inflation et de répression. Si les forces démocratiques sont victorieuses, la situation demeurera difficile. L'héritage du précédent régime sera lourd et les forces populaires sont désorganisées, la majorité de leurs dirigeants ayant été assassinés, emprisonnés ou expulsés. Pour Daniel Rodriguez Camus, un dirigeant paysan récemment amnistié et de retour au pays : « *Les prochaines élections ne sont pas un cadeau généreux dû au soudain esprit démocratique de l'armée. C'est une manœuvre, une porte de sortie que se sont ménagée les Américains pour donner un nouveau visage à la dictature, aujourd'hui refusée par les travailleurs pour son incompetence et sa répression* ». Il ne faut surtout pas en attendre des miracles. « *Ce que l'on peut souhaiter de mieux c'est qu'un civil remplace les militaires. Malheureusement, aucun candidat de l'opposition ne représente véritablement les aspirations populaires. Ils sont tous, d'une manière ou d'une autre, liés aux intérêts économiques dominants que contrôlent encore les Forces Armées* », affirme Daniel Rodriguez Camus.

Les élections ne sont donc qu'une étape dans la longue lutte de libération. Elles ne résoudreont pas les problèmes de l'ensemble des travailleurs boliviens.

Banzer sacrifié à l'honneur de l'armée

L'armée bolivienne est profondément divisée et affaiblie par six ans d'exercice du pouvoir. Sa gestion économique a été désastreuse : inflation galopante, chômage et paralysation de l'industrie. En politique internationale, le tableau n'est pas moins sombre. Le pays est isolé et les promesses euphoriques du président de ménager une sortie sur la mer en territoire chilien ont fait naufrage. Cette dé-

faite maritime est un des avatars qui ont coulé le général Banzer, lui interdisant de se présenter aux élections. Ses pairs ne pouvaient pas accepter un tel échec et, remplacé par le général Juan Pereda Hasbun, Banzer a été sacrifié pour que l'honneur soit sauf. Mais tous les problèmes ne sont pas résolus pour autant. Bien qu'encore minoritaire, une fraction de l'armée, composée de jeunes officiers, commence à penser sérieusement à rentrer dans les casernes et à laisser le pouvoir aux civils. Leur raisonnement est simple : L'armée n'a rien gagné à être au pouvoir pendant six ans, elle n'a fait que montrer son incapacité ; sans respect et sans union avec l'ensemble de la population, une armée bolivienne ne pourra jamais gagner une bataille contre le Chili et obtenir une sortie sur le Pacifique. N'oublions pas que 1979 sera le centenaire de la guerre du Pacifique qui consacra la perte des territoires maritimes.

L'opinion populaire

« *Pour les travailleurs boliviens* », affirme Daniel Rodriguez Camus, « *ce problème territorial est un conflit de pou-*

voirs et relève d'un patriotisme erroné. Jusqu'à ce jour les Forces Armées n'ont fait qu'écraser le peuple, démanteler les organisations syndicales et vendre le pays au capital étranger. Pour nous, l'armée est d'abord un bourreau. Toute armée nouvelle ne pourra surgir que du peuple et les gouvernants actuels devront bien un jour payer leurs crimes ».

Pour la classe ouvrière bolivienne, il n'y a aucune différence entre les militaires de ce côté ou de l'autre de la frontière. Banzer, Pinochet, même combat ! Toute sortie sur la mer ne se négociera qu'avec un Chili démocratique. Pour l'instant les revendications frontalières sont suspendues aux intérêts du gendarme américain.

Ce problème de la sortie sur le Pacifique a joué un rôle certain sur les conditions dans lesquelles vont se dérouler les prochaines élections. L'armée est tant critiquée que même la droite lui tourne le dos. La Phalange Socialiste Bolivienne, l'extrême-droite, vient de dénoncer ses accords avec les Forces Armées et d'annoncer qu'elle ne soutiendrait pas le candidat Pereda Hasbun. La condition de l'appui était une participation de 45 % dans le futur gouvernement. L'armée a refusé d'aller au-delà de 30. Dans ces conditions, sans beaucoup s'avancer, on peut penser que le général Pereda n'a pas beaucoup de chances de l'emporter en juillet.

Malgré la présence de troupes dans les centres miniers, les travailleurs se réorganisent. Une plate-forme politique minimale a été établie entre les organisations politiques représentant la classe ouvrière et les classes moyennes. La bataille électorale est déjà engagée.

Frederico BOTICARIO



DOSSIER

EDUCATION



J.N. Dardé - Ag. Sunset

L'Alliance pour le Progrès, inaugurée par J.F. Kennedy, pour répondre au défi lancé par la révolution cubaine, a suscité dans les années soixante, les premières questions sur les systèmes d'enseignement. Sous son égide ont été promulguées des réformes qui tentaient d'adapter la formation de la force de travail aux besoins de « moderniser » les structures des sociétés latino-américaines. La Colombie, comme le Chili d'Eduardo Frei, prirent l'allure de pionniers. La Colombie est demeurée une plate-forme expérimentale, bénéficiant même de meilleurs moyens techniques que ceux alloués aux écoles de bien des pays européens.

Dans la moitié de l'Amérique Latine, l'heure

actuelle ne préconise plus l'ouverture aux classes moyennes. L'objectif des dictatures militaires n'est-il pas bien plutôt de conformer les esprits à la surexploitation et à l'obscurantisme qu'exige le modèle de développement culturel et économique auquel elles souscrivent ?

Le Pérou et le Mexique, qui ont tenté dans ces dernières années des réformes éducatives sous un signe progressiste, illustrent pour leur part comment la question de l'éducation peut devenir la scène où s'affrontent les utopies d'un certain changement révolutionnaire et la réalité des limites imposées par un cadre politique donné.

LA COLOMBIE FER DE LANCE DE LA TECHNOLOGIE EDUCATIVE

1948, la violence partisane a transformé la campagne colombienne en champ de bataille¹. Passé 18 heures, tous les ruraux s'enferment dans leurs maisons et barricadent portes et fenêtres. Ambiance idéale pour qu'un prêtre d'un village des Andes ait l'idée d'utiliser la radio pour atteindre ses ouailles sans qu'elles aillent à l'église.

La voix de Dieu à domicile chez les paysans devint une croix contre le réveil politique des campagnes qui s'était manifesté dans certaines régions sous l'aile du Parti Communiste. L'œuvre sacerdotale grandit et ajouta très vite des questions d'ordre pratique à ses « lectures » évangéliques. C'est ainsi que débutèrent un processus d'éducation rurale et l'une des meilleures compagnies de distribution de disques de l'Amérique du Sud, l'ACPO (Action Culturelle Populaire), aujourd'hui une entreprise florissante.

Mais cette étrange entreprise ne prit vraiment son essor que lorsque les États-Unis décidèrent de faire de l'éducation et spécialement de la technologie éducative, une vraie stratégie de domination. Le gouvernement Kennedy ouvrit les portes nécessaires à ce développement. Avec plus d'un demi-million d'élèves, l'ACPO devint la plus grande école rurale du monde. Les cours par radio ont été complétés par des disques et bientôt par des cassettes. Quand la défaite américaine au Vietnam apparut évidente, l'ACPO devint le conseiller privilégié pour les programmes d'éducation rurale du Laos, de la Thaïlande et des Philippines. Avec une puissance en antenne supérieure à 100 kilowatts, l'ACPO passe les frontières nationales, créant des problèmes d'ingérence d'ondes avec le Venezuela, l'Équateur et le Pérou. 1960 voit l'arrivée des Corps de la Paix et avec eux, l'idée d'un programme d'éducation primaire télévisée, utilisant pendant la journée les chaînes de la télévision « commerciale » qui commença en Colombie vers 1954. Nous mettons « commerciale » entre guillemets parce que si le gouvernement est propriétaire des équipements, des chaînes et des ondes, c'est l'entreprise privée qui les utilise, grâce à un système de location. Le gouvernement d'alors établit un contrat avec ce corps expéditionnaire, les États-Unis se chargeant de la formation du personnel colombien, des équipements et de l'assistance technique. L'OEA (Organisation des États Américains) se rallia presque aussitôt à ce projet avec personnel et équipements. Avec le temps, les Corps de la Paix laissèrent la

place aux experts de l'OEA et au personnel national qu'ils avaient formé.

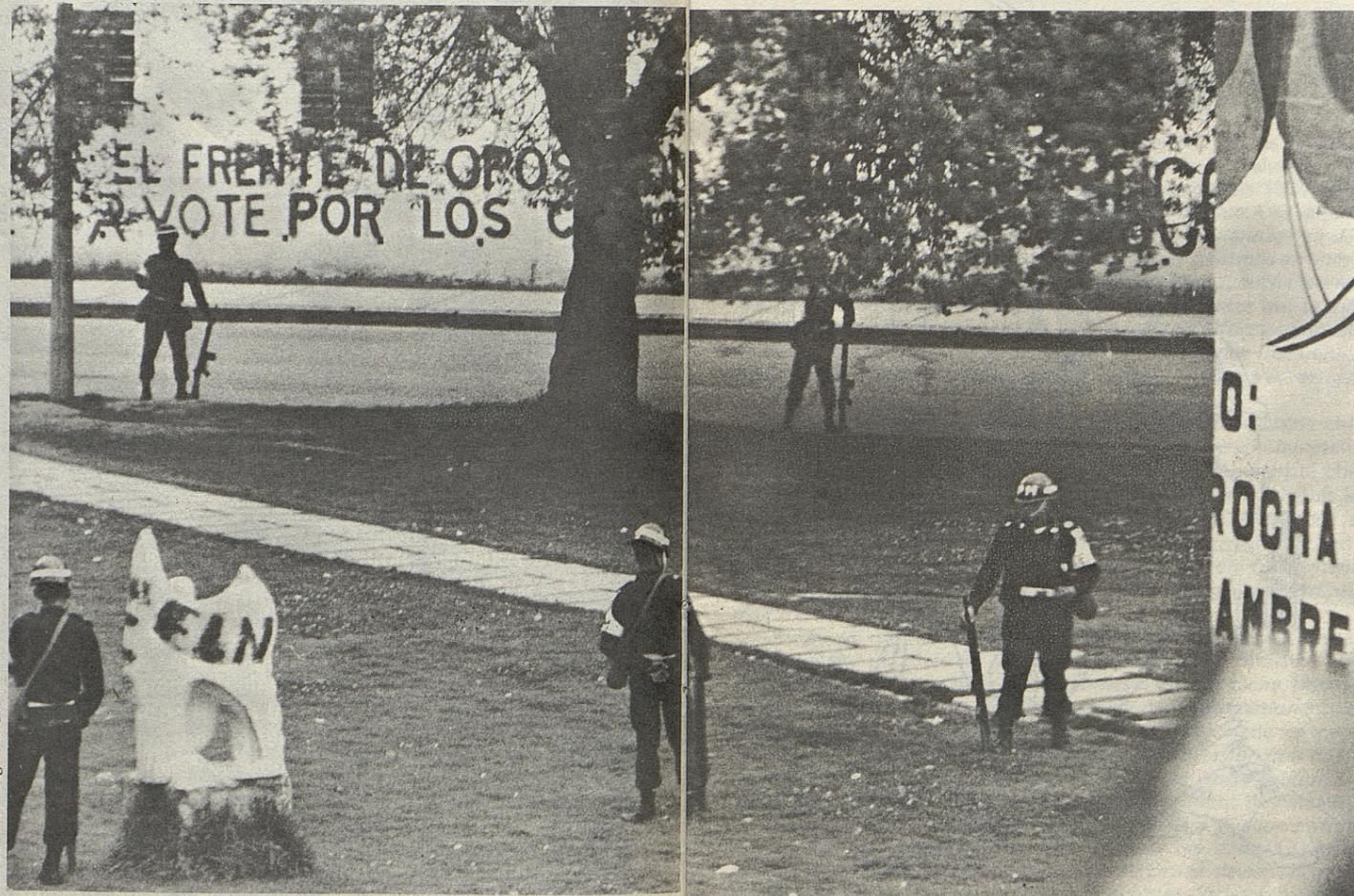
A la pointe de l'éducation téléguidée

En 1965, l'UNESCO consacra cette vocation du gouvernement sur les conseils des États-Unis, en lui accordant le titre de *pays pilote en télévision éducative*. Assorti d'aides, ce titre fut récompensé nationalement par une totale ouverture à toutes les sortes d'expériences qui peuvent se faire en ce domaine. Là se situe le vrai point de départ de l'introduction de la technologie éducative en Colombie.

En 1966 est créé le **Fonds de la présidence de la République pour la formation populaire**. Indépendant de tous les autres programmes et du ministère de l'Éducation, ce fonds inaugure la création de télécentres qui, diffusant en-dehors des heures de travail, se consacrent à l'alphabétisation des adultes.

En 1971, les projets du Fonds de Formation populaire s'accroissent au baccalauréat par radio qui a atteint aujourd'hui le programme de la quatrième, d'un programme d'éducation par correspondance pour les Forces Armées et pour la préparation en télé-enseignement pour certaines professions. Avec le renforcement récent de son réseau télévisé sur le Nord du pays, sa capacité d'audience a été multipliée par deux.

Le développement des programmes de technologie a obligé



Le fer de lance de la technologie éducative à l'université de Bogota

le ministère de l'Éducation à créer en 1966 une division de radio et télévision éducative qui puisse servir de canal de communication entre les différents programmes qui commençaient à voir le jour. Actuellement, le ministère de l'Éducation a appliqué une réforme administrative qui montre combien le gouvernement colombien croit en l'avenir de la technologie éducative. La division de Radio et Télévision, après avoir été une parente pauvre avec seulement sept employés, est devenue la branche la plus importante du ministère avec plus de deux cents personnes. Elle occupe tout un étage du bâtiment ministériel.

Sous les auspices du M.I.T.

Au début de 1969 est créé le **Centre Audiovisuel International par satellite (CAVISAT)** pour développer un programme d'éducation universitaire pour l'Amérique Latine, dirigé par les universités américaines, particulièrement par le MIT (Massachusetts Institute of Technology). Le centre de Data-processing de cet Institut détiendrait le contrôle de ce programme ainsi que l'attribution et l'envoi par correspondance des qualifications et des diplômes universitaires. La Colombie a été choisie comme siège du projet et le président nommé est colombien. Le projet RLA 223 de l'UNESCO pour le lancement d'un satellite régional latino-américain naquit précisément la même année, à la suite du rejet de l'initiative américaine trop ouvertement impérialiste. Ce projet de l'UNESCO est aujourd'hui en état d'hibernation.

L'Institut de Solidarité Internationale (ISI) et la fondation allemande Konrad Adenauer patronnent, en 1971, la création de l'**Association Latino-américaine de Télé-éducation (ALTE)**. Cette association est pratiquement confessionnelle, non seulement par le caractère de ses promoteurs mais aussi par la qualité de ses membres (ce sont, pour 90 % d'entre eux, des religieux ou des militants d'action religieuse). La direction de l'association est aujourd'hui entre les mains de Colombiens et ce n'est pas un hasard si le siège a été transféré de Lima à Bogota.

1970 s'ouvrait plein d'espérances sur le devenir de la technologie éducative. Cette année-là est créée la **Fondation pour les Études Supérieures (FES)**. Institution « nationale » qui réunit différents fonds provenant de fondations américaines (Ford, Rockefeller, etc.) et soulève un tollé général chez les professeurs et les étudiants. Au nom d'une institution colombienne, la FES recueille argent et équipement et les affecte à des programmes décidés par les fondations donatrices. C'est ainsi que l'Université del Valle est devenue un centre pilote de contrôle de la natalité et une école de formation pour adultes par correspondance, utilisant les techniques d'éducation programmée par les institutions responsables.

Collèges d'avant-garde et centres d'expérimentation

Cette même année fut inauguré le **Collège CAFAM**, Caisse de compensation familiale d'Amérique du Nord, créée pour les enfants des membres affiliés des ouvriers de l'industrie. Les formes de contrôle social les plus sophistiquées de la technologie éducative sont expérimentées dans ce centre ultra-moderne. Nouveaux contenus et distribution des matières enseignées, coefficient élevé des matières au choix, formation de groupes en autodiscipline, utilisation de la télévision, liaisons radio à domicile entre l'élève et l'établissement hors des heures de scolarité, en fin de mois, strict contrôle des comportements dans la plus grande liberté apparente. Le ministre de l'Éducation, Hernando Duran Dussan déclara à propos de ce collège : « ce sera le modèle du baccalauréat colombien ».

Tous les intérêts liés à la technologie éducative se sont engouffrés par les portes entre-ouvertes par le gouvernement depuis 1965. C'est pourquoi, en plus des projets déjà décrits, on trouve une multitude d'expériences, du pré-primaire au post-universitaire. En ce sens, comme centres d'expérimentation ou terrains

d'application, les universités ont été des lieux privilégiés. Tel est le cas pour l'Université del Valle, celle d'Antoquia, de Cauca et du projet **Université extra-muros** de l'Université de Tolima.

Ces projets ne se limitent évidemment pas à l'introduction de la télévision, de la radio et de l'enseignement programmé, mais utilisent des moyens beaucoup plus complexes comme les ordinateurs et les systèmes de contrôle informatique qui rendent possible le contrôle social immédiat d'un très grand nombre d'êtres humains.

Le gouvernement colombien fait apparemment entrer son système éducatif par la grande porte de la technologie éducative sans qu'aucune discussion n'ait lieu, ce qui est d'autant plus grave qu'il s'agit d'une technique utilisée à des fins de contrôle social. Combien de temps encore le Pouvoir pourra-t-il appliquer impunément cette politique ?

Carlos Edmundo JARAMILLO

1. Cette vague de violence, conséquence de l'affrontement des deux grands partis de la bourgeoisie, le Parti Libéral et le Parti Conservateur, atteignit son maximum vers 1955 et fit autour de 300.000 morts.

L'ÉTAT MILITAIRE ET LA MILITARISATION DE L'UNIVERSITÉ

Le décret-loi numéro 50 du 31 octobre 1973, un peu plus d'un mois après le coup d'État chilien du 11 septembre, avait promulgué l'intervention de l'État dans toutes les universités du pays. *La junte désignera pour la représenter des recteurs délégués qui rempliront les fonctions et auront toutes les attributions des recteurs d'universités...*, précise le document officiel. L'autonomie dont jouissait jusqu'alors l'Université chilienne prenait fin. Cette loi fut complétée par le décret numéro 131 qui rendait compatible la fonction de recteur et celle de militaire ou de professeur dans les instituts des Forces Armées. La nomination de militaires retraités ou en service actif compléta ces mesures et commença la **militarisation** de l'Université. Le modèle fut ensuite parachévé par les suspensions, les expulsions, les relégations et les assassinats¹.

La **militarisation** débuta dans l'organisation de la vie universitaire et dans le contenu de l'enseignement. Certaines déclarations de deux des nouveaux « recteurs » sont révélatrices à cet égard. Guillermo González, recteur délégué de l'Université de Concepcion déclarait alors : « *on lui (l'Université de Concepcion) demande ainsi qu'aux autres universités d'abandonner leurs intérêts particuliers au profit de l'intérêt national. Nous leur rappelons qu'elles ne sont pas des sanctuaires où tout est permis (...) l'homme n'est pas autonome dans ce sens qu'il pourrait faire ce qu'il veut, ce qui lui plaît (...). Dans la nouvelle université, ils (les nouveaux étudiants) trouveront des normes et des règlements, la discipline et l'ordre* »².

De son côté, le général Juan Nylor Wiber, recteur délégué de l'Université technique Santa Maria, rappelait à ses étudiants : « *Comme au début du premier semestre, toute activité politique et en général toute activité qui pourrait être interprétée comme une attaque à la position nationaliste de l'honorable junte de gouvernement, demeure interdite* »³.

Ainsi, **normes, ordre, discipline, autorité, accomplissement de fonctions spécifiques, apolitisme** deviennent les éléments fondamentaux du nouvel ordre universitaire sous la domination militaire.

Le père, le maître et le militaire

Il faut préciser que ces conceptions autoritaires se développent sans qu'ait nécessairement eu lieu un coup d'État militaire. Celui-ci en est d'ailleurs parfois la conséquence⁴. La comparaison entre ces citations et les déclarations contenues dans le do-

document du Conseil National du Parti Justicialiste et celles d'un ministre argentin de l'Éducation, est particulièrement éclairante... *l'Université va être incorporée au processus de libération et de reconstruction. Pour ce faire, sans faux respect pour l'autonomie universitaire, bouclier de ceux qui prétendent monopoliser l'Université, imposera à la jeunesse universitaire un nouveau style où la vocation de servir la communauté se concrétisera dans la formation des cadres professionnels et techniques. L'Université aux Argentins pour les Argentins*⁵, peut-on lire dans le document justicialiste.

Pour sa part, le docteur Ivanissevich, alors ministre de l'Éducation, dans un discours commémoratif du Día del Maestro (le Jour de l'Instituteur), réagit devant les « excès » et les « arbitraires » commis dans l'Université argentine. Se référant évidemment à la courte période du gouvernement d'Hector Campora, il déclare que s'imposait : « *... la fermeture des universités subversives pour les nettoyer, les ordonner et les normaliser* ». De plus, « *ceux qui se consacrent à transformer les jeunes justicialistes en marxistes* » ne devraient plus être tolérés à l'avenir, et ceux qui, « *sous le couvert d'idéologies étrangères à notre réalité nationale ont prétendu s'installer dans les enceintes universitaires* »⁶ devront être énergiquement combattus.

Le concept de l'Université militarisée est clairement défini par l'un des principaux idéologues de la droite péroniste, Tecera de Franco. Après avoir dénoncé « *l'infiltration marxiste* » dans l'Université, l'idée de la participation étudiante lui fait déclarer :



« ... le professorat ne peut pas faire l'objet d'élections. La sélection doit se faire sur la base des critères scientifiques de capacité, de curriculum. Il est inacceptable que le vote étudiant décide du choix des professeurs. Les soldats n'élisent pas leurs officiers, ni les curés leurs évêques, les enfants ne votent pas pour savoir qui commandera la famille. Dans l'armée, commandent les généraux, dans l'Église, la hiérarchie, dans la famille, le père. Dans l'Université, le commandement revient aux assemblées de professeurs... »⁷.

Dans le cas du Chili s'ajoute à tout cela, l'endoctrinement militaire direct concrétisé par le Programme de divulgation en matière de sécurité nationale dans les établissements d'enseignement. Ce programme est obligatoire pour tout élève de collège, lycée, institut technique ou université. Les matières enseignées « insistent particulièrement sur les déviations » et « l'agression externe politique ou idéologique » qui « menacent l'intégrité de l'État »⁸.

La militarisation de l'Université révèle ainsi sans ambiguïté son rôle d'appareil idéologique de l'État capitaliste. Mieux encore, le renforcement de l'affrontement entre les classes sociales, et son corollaire, la crise profonde qui affecte la domination de la bourgeoisie, conduit la classe dominante, non seulement à se protéger en utilisant son ultime recours, la force militaire, mais aussi, à restaurer, sur le plan de l'idéologie, des formes culturelles pré-capitalistes pour justifier l'imposition d'un régime politique absolument arbitraire.

Une idéologie « féodale » pour un capitalisme en crise ?

La « nouvelle Université » doit rejeter les formes les plus élémentaires du libéralisme et de la démocratie. L'évaluation du processus de réforme de l'Université chilienne depuis 1967 faite par « l'idéologue » Leigh est importante. Il déclare à ce sujet : « C'était une période d'ébullition et de crises. Des années de démagogie où étaient proposées à notre pays des solutions erronées ou idéalistes. Ils avaient semé dans les esprits la croyance dans les résultats magiques des soi-disant formes de structures qui se diffusaient de toutes parts en guise de panacées. L'effort personnel, la valeur de la tradition authentique, le respect des hiérarchies naturelles ou institutionnelles étaient regardés comme des vestiges inutiles du passé »⁹.

Les déclarations du principal porte-parole du fascisme chilien, dirigeant du mouvement *Patria y Libertad*, complètent cette « interprétation » de l'histoire récente de l'Université chilienne. Faisant fi des « réalisations » dans l'université depuis le coup d'État et se référant à la « grande alternative ouverte sur le futur », il déclare nécessaire « une profonde contre-réforme (sic) pour revendiquer ces valeurs supérieures qui ont été habilement prostituées par les agents de l'extrémisme marxiste, aujourd'hui allié à d'autres secteurs »¹⁰.

Il en est de même pour les universités argentine et uruguayenne. Dans un discours prononcé le 11.9.74, le ministre Ivanissevich déclarait : « Nous nous sommes fixé pour tâche, rien de moins que sauver l'âme argentine perdue par l'internationalisme matérialiste »¹¹. Un autre ministre de l'Éducation de ce pays a affirmé à sa suite que « la lutte contre la subversion doit commencer dans les jardins d'enfants et continuer jusqu'à l'université » (le processus éducatif préparant les guerilleros de demain). Il ajoute : « la guerre révolutionnaire se déclare lorsque s'affaiblissent les liens familiaux, lorsque Dieu est nié dans la théorie et dans la pratique, quand la recherche du plaisir devient la principale aspiration de la jeunesse ». Il conclut sa déclaration en affirmant que : « l'Université devra sauver l'homme contemporain

qui avance sans Dieu, avec la « Nausée » comme philosophie, seul avec l'illusion de l'hédonisme existentiel »¹².

En décembre 1974 eut lieu une « purge » dans le corps enseignant de l'Université de Buenos-Aires. Elle fut particulièrement forte dans les départements de psychologie, philosophie, sociologie, histoire et sciences de l'éducation. « Ces disciplines sont les plus infectées par le virus du marxisme et dissolues par le freudisme. Les dévôts de Karl Max et de Sigmund Freud pourront aller enseigner à Paris et à Moscou. Mais en Argentine, l'aventure sioniste, libertaire et destructrice des valeurs nationales est terminée. La base de l'enseignement de la philosophie sera la théologie. Le thomisme et la doctrine de Saint Augustin seront la base de la philosophie et de la psychologie. Henri Bergson occupera la place de Freud »¹³.

Naturellement, tout cela s'accrut après le coup d'État du 24 mars 1976, tandis que se multipliaient les expulsions, les emprisonnements et les assassinats.

L'autodafé est certes un fait très connu, mais qui illustre le comportement de ceux qui ont répété dans un journal ce propos d'un ministre nazi : « Quand j'entends le mot Culture, je sors mon pistolet ». Brûler les livres est un moyen d'atteindre l'objectif stratégique défini par le général Leigh, aussitôt après le coup d'État : « Extirper le cancer marxiste ». Le « marxisme » ayant ici une définition particulièrement large puisqu'il englobe toutes les sciences de l'homme (sociologie, sciences politiques, psychologie, etc.). Facultés, écoles et centres de recherche ont été fermés et leur personnel expulsé, quand il ne fut pas emprisonné ou assassiné.

Les universités se contenteront d'être des écoles professionnelles et des centres d'endoctrinement où sont proscrites toute activité critique de la société et toute activité scientifique créative. Citant le « prestigieux » président des États-Unis, Richard Nixon, le même ministre argentin de l'Éducation, Ivanissevich, affirme avec la plus brutale franchise : « l'Université se trompe de chemin quand elle consacre des fonds à la recherche. La recherche est du ressort des entreprises industrielles, des universitaires qu'elles choisiront et des sur-doués qui ont vocation d'inventeurs »¹⁴.

Thomas VASCONI, Inès Christina RECA,
Beatriz PEDRANA

(Extraits d'un travail réalisé pour le colloque
sur l'impérialisme culturel. Alger, 11-15/10/77)

1. Selon les chiffres publiés en 1973, ont été expulsés de l'Université chilienne cette année-là, 2.601 professeurs, 15.030 étudiants et 188 employés (personnel ouvrier et administratif), in OCLAE (Organisation des Étudiants latino-américains), n° 8, 1975, pp. 22-23.

2. Op. cit.

3. Op. cit.

4. Nous renvoyons le lecteur au chapitre « Lutte des classes et processus de militarisation en Argentine » de notre ouvrage *Gran Capital y militarización en America Latina*, Mexico, Era, 1977.

5. *La Opinión*, Buenos-Aires, 18.9.74.

6. *La Opinión*, 18.9.74.

7. *La Opinión*, 5.9.74.

8. OCLAE, p. 42.

9. *El Mercurio*, Santiago de Chile, 16.10.75.

10. *Ercilla*, n° 2103, Santiago de Chile, 19-25.11.75.

11. *La Opinión*, Buenos-Aires, 13.9.74.

12. *La Opinión*, Buenos-Aires, 12.9.74.

13. Commentaires d'André Ruggiéri dans *La Opinión*, Buenos-Aires, 6.12.74.

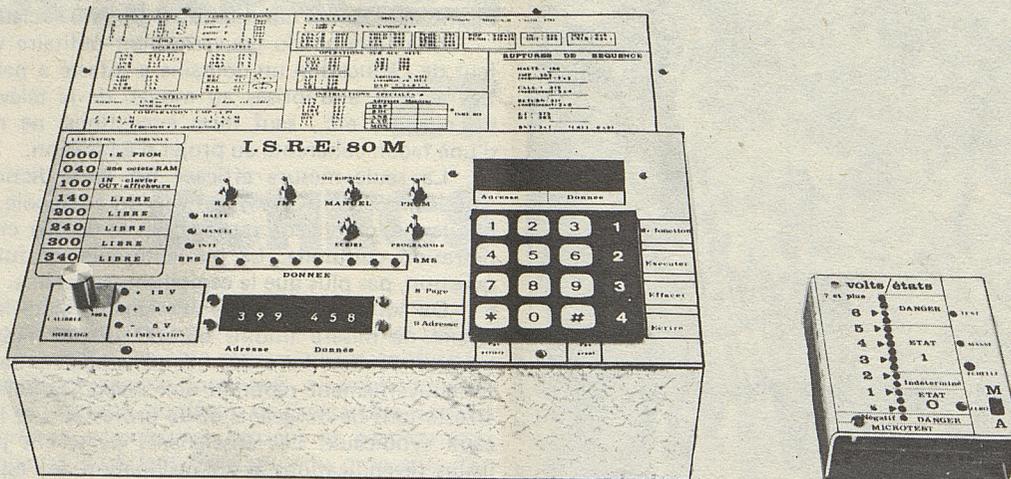
14. *La Opinión*, Buenos-Aires, 12.12.74.

I'Institut Supérieur de Radio Electricité

vous propose

une FORMATION qui vous permettra de construire votre MICROORDINATEUR

I.S.R.E. 80



vous qui désirez sans cesse reculer les limites du possible

INTRODUISEZ-MOI DANS VOTRE ENTREPRISE OU CHEZ VOUS

En effet, je suis capable de résoudre les problèmes les plus complexes qui se posent à vous dans le cadre :

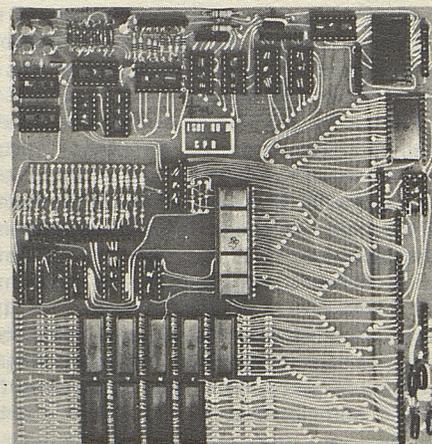
- de votre TRAVAIL (mesures, automatismes, gestion,....)
- de vos LOISIRS (jeux télé, train électrique, applications musicales,....)

Mes systèmes sont bâtis autour d'un MICROPROCESSEUR "TEXAS INSTRUMENT 8080", et sont organisés en logique C.M.O.S., gage de faible consommation et de grande fiabilité

Mon moniteur "I.S.R.E. 80" permet la programmation du système en OCTAL, plus facile à utiliser par un non spécialiste que l'habituel Hexadécimal. Tous mes codes opérations utilisables, sont gravés sur ma face avant

Mon moniteur inclut également diverses routines de service (Conversions décimales, Multiplication, Division,....). Deux modes de calcul sont possibles : simple précision (0,5 %) et double précision (0,003 %)

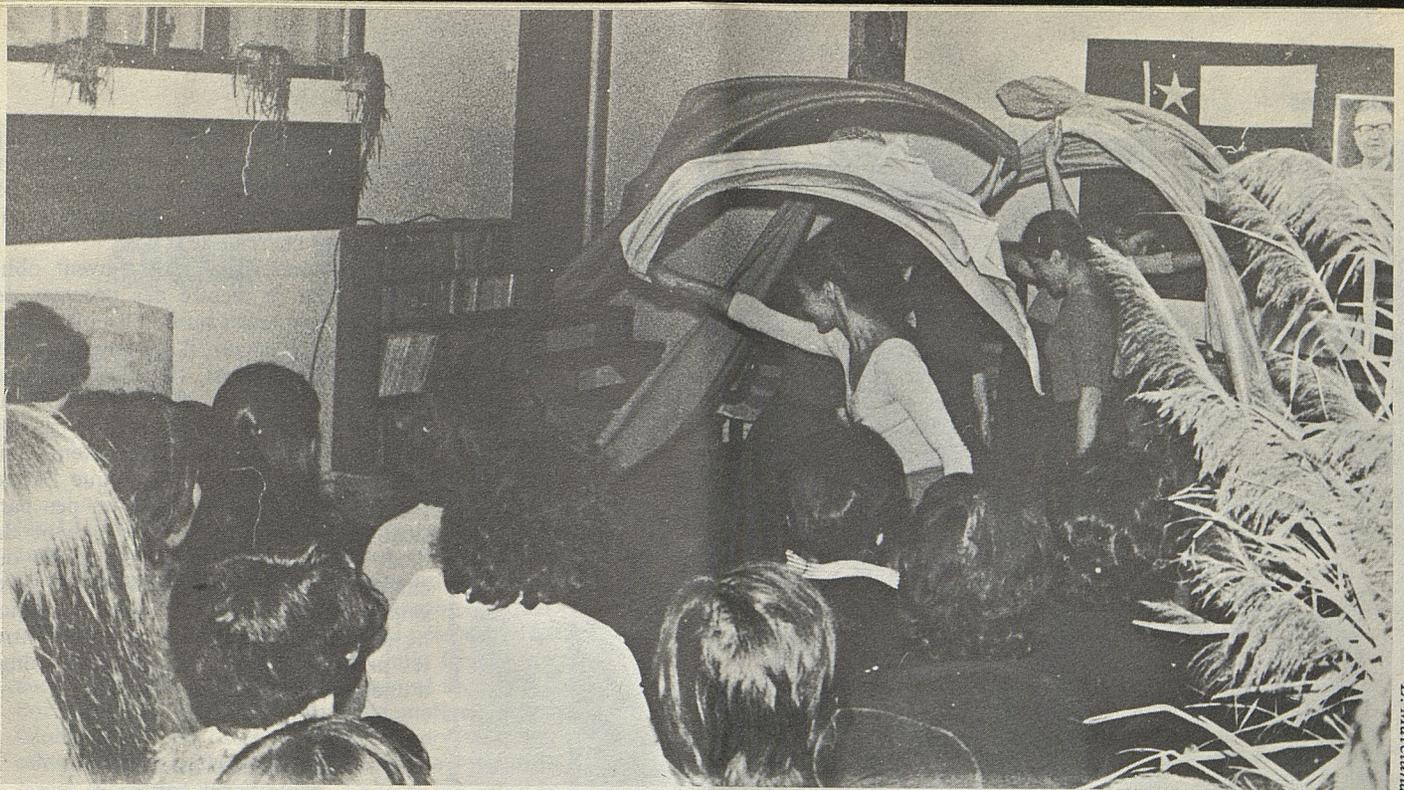
Et pour vous assurer de ma robustesse, je vous confirme que l'I.S.R.E. 80 est bâti dans un coffret métallique comportant : son alimentation avec piles de secours - sa carte processeur - sa face avant -



INSTITUT SUPERIEUR DE RADIO ELECTRICITE - 27 bis, rue du Louvre - 75002 PARIS - Tél. 236.74.12
Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part votre brochure concernant la version indiquée par une croix :

- ISRE 80 M : Calculateur d'Enseignement Nom _____ Entreprise _____
 ISRE 80 A : Calculateur Industriel Adresse _____ Adresse _____
 ISRE 80 E : Carte Processeur _____



L. Martelina

Moins on est organisé, plus la crise est difficile

L'exil: ni blanc ni noir

« Il y a moins d'une semaine, j'étais encore à Valparaiso », raconte Maria, une Chilienne, « sur la plage, pour prendre un dernier bain dans le Pacifique, le dernier avant longtemps peut-être ». Ayant su que son mari venait d'être « libéré » (ce qui, dans le dictionnaire de la Junte se traduit par « expulsé »), ses amies l'ont invitée à un pique-nique sur la plage pour profiter des derniers rayons du soleil de l'été, lui dire au-revoir et « ne nous oublie pas, nous t'attendrons... ».

« Le changement est impressionnant. D'abord la longue attente et surtout la longue lutte pour la libération de mon mari ont pris fin. Prisonnier un peu partout au Chili et même porté disparu pendant quelques semaines, puis se retrouver, être ensemble à nouveau après avoir tant espéré. Après, il y a eu le voyage. C'était la première fois que je prenais l'avion. L'arrivée à Charles de Gaulle et le trajet jusqu'au foyer, jouant à qui apercevrait le premier la tour Eiffel et l'Arc de Triomphe. Arrivés au foyer, les gens vous tombent dessus et vous demandent : C'est vrai que Leigh a fait ce-

ci et Pinochet cela ? Et le referendum ? raconte ! On répond d'une voix faible : excusez-moi, compañeros, mais nous sommes si fatigués, nous voudrions dormir un peu. On nous a attribué une chambre avec un lit pour notre fils Manuel. Nous nous sommes endormis ensemble pour la première fois depuis trois ans ».

José, son mari, commençait la longue route qui mène des organismes d'accueil (CIMADE, France Terre d'Asile, notamment) à d'autres institutions pas toujours accueillantes. Au Chili, il était animateur socio-culturel dans une sorte de secrétariat d'État pour le développement social, créé du temps d'Allende. « De toute façon », dit-il, « d'après ce que m'ont dit quelques camarades, je ferais bien de commencer à m'habituer à l'idée de changer de métier. Pour l'instant le plus important est d'apprendre la langue et de trouver quelqu'un pour garder notre enfant, afin que Maria puisse faire de même ».

Au Chili, elle était nourrice. « En tout cas », ajoute-t-elle, « cela ne peut pas être plus difficile qu'au Chili, et on pour-

ra en plus faire quelque chose pour renverser Pinochet... ».

Avec le temps

« Trois ans après, on ne voit plus les choses de la même façon. D'autres éléments sont entrés en jeu. Presque tout le monde aura été obligé de faire des travaux complètement nouveaux. Dans la pratique, il s'agit de tout recommencer à zéro, pour la langue, le métier, les habitudes, la vie sociale, etc. Beaucoup subissent de véritables crises d'identité jusqu'à ce qu'une certaine tranquillité permette de se rendre compte qu'avant tout on fait partie d'un continent, qu'on a des racines, qu'on appartient à un peuple d'Amérique Latine qui vit actuellement un mauvais quart d'heure d'histoire, mais qu'il dépassera, j'en suis certain », dit Luis, un Uruguayen de 29 ans. Poursuivi en Uruguay, il décide en 1971 de prendre la route du Chili « qui donnait au



Les enfants deviennent vite des « étrangers »

Ph. dany gauger-fosse - Ag. Sunset

mot liberté un sens réel », jusqu'en septembre 1973. Arrêté par les militaires, il réussit à échapper à la chasse aux étrangers et passe... en Argentine. Après ce long tour des dictatures, il réussit à venir en France avec sa femme et sa fille. Ils se sont séparés depuis. « *Allez comprendre ! Nous nous étions mariés en Uruguay en pleine persécution. Donc, une vie assez hasardeuse et dangereuse. Notre fille est née en Argentine. Les sept premiers mois de grossesse se sont passés au Chili dans des conditions qui n'offraient certainement pas la stabilité et une vie de couple normale. En Argentine, même chose. Arrivés en France, les conditions de vie changent brutalement... et vlan ! C'est fini, on ne s'entend plus, on en a marre de la présence de l'autre. Je crois que nous ne savons plus qui nous sommes dans un contexte inconnu et nouveau. Parce que finalement l'Uruguay, le Chili, l'Argentine, c'est un peu pareil, surtout comparés à la France. Ici, Ay, Hermano !, c'est autre chose. Nous ne nous reconnaissons plus. Nous nous voyons et sommes restés très bons amis. Mais je n'arrive pas à concilier cette Julia avec celle que j'ai connue et avec qui j'ai vécu chez nous* ».

Julia avoue de son côté : « *c'est vrai. Je ne le reconnais pas moi non plus* ».

Comme Luis et Julia, la plupart des exilés se sont heurtés à de « *grandes ou petites crises mais qui ne se soldent pas toujours par un échec* », dit une Brésilienne en France depuis six ans « *Le plus grave* », ajoute-t-elle, « *c'est que cela se produit au milieu d'une crise très profonde de la gauche latino-américaine. Cela*

ne fait qu'accroître les angoisses et les incertitudes. Si tu as une activité politique ou créatrice, ces problèmes se résolvent et l'exil est moins dramatique ».

Les exilés sont-ils victimes d'une tragédie ou protagonistes d'une nouvelle étape historique ? Malgré les problèmes, ils se précipitent sur la seconde hypothèse. Les centaines de milliers de Latino-américains résidant en Europe, dont plus de 50.000 en France, se veulent partie prenante dans la lutte de leur continent pour une seconde indépendance.

Des milliers de Maria, de José, de Luis, de Julia essaient de comprendre ces Français, ces Allemands ou ces Suédois, si différents d'eux. Ils essaient aussi de se faire comprendre, de faire aimer l'Amérique Latine, d'amener tout le monde à soutenir le combat de ceux qui sont restés.

« *La chose qui m'a le plus ému, c'est de voir la sympathie et la générosité des gens que nous rencontrons et qui nous offrent leur appui, au niveau personnel ou à celui de notre lutte* », raconte un réfugié chilien qui doit sa liberté à un groupe de Français d'un petit village du Midi qui lui ont procuré un travail et le visa nécessaire pour être « *libéré* » et venir en France..

Avec l'exil, de nombreuses expériences surgissent. Elles naissent de la lutte des parents désespérés de voir leurs enfants préférer Casimir à l'effort de comprendre leur langue, leur culture et les espoirs de peuples qui ne passent pas tous les jours à la télévision. Elles sont celles des femmes inquiètes et remises

en question, des hommes complètement perdus devant les défis du mouvement des femmes. Impossible de fermer les yeux, inutile de copier, les femmes exilées doivent chercher leur voie.

Les cadres, eux, sont souvent obligés de faire la récolte des pommes de terre, les vendanges ou de devenir chauffeur-livreur. Bien sûr, il y a ceux qui ont inévitablement réussi, comme ce groupe d'experts nucléaires argentins qui travaillent aujourd'hui en Italie. Le cas des artistes, de tous ceux qui chantent, peignent ou écrivent une Amérique Latine redécouverte à distance, est un peu particulier. Ils sont souvent le ciment de l'exil. Pas un week-end sans soirée où chansons, vin chaud, cuisine du pays, *empanadas*, musique et débat politique ne se mêlent pour souder l'amitié entre les peuples lointains, allumer la flamme d'une solidarité toujours nécessaire.

Retourner au pays... mais entre-temps ?

Cette angoisse ne fait qu'augmenter les angoisses. On ressent avec force le besoin de s'intégrer à la société d'accueil tellement différente, mais on a peur, on craint de perdre son identité. « *Pendant un certain temps* », raconte un ouvrier du Livre devenu jardinier, « *j'ai eu tendance à m'échapper du réel. Je ne faisais aucun effort pour apprendre la langue. Ensuite, je suis passé à l'autre extrême. Je me disais : je suis là, je ne reviendrai jamais chez moi. C'est fini, tant pis !* ».

Les partis politiques ne sont pour cela d'aucun secours. Ils ne peuvent qu'en supporter les contre-coups. Mais pour les gens qui sont exilés pour des raisons politiques, le rapprochement ou l'éloignement des perspectives de retour est une question vitale.

La chanson que vous chantez

« *On dirait que vous avez apporté votre univers avec vous* », me disait un Français qui avait vécu au Brésil et au Chili, « *tout est là, vos luttes, vos conflits, vos divisions, votre culture, votre espoir* ». Il ajouta : « *Je suis émerveillé chaque fois que je vois arriver un nouvel exilé. En plus de la guitare, toujours dans les bagages familiaux, même si personne n'en joue, il y a le sourire aux lèvres. En vous connaissant, on se rend compte que c'est votre façon de vivre l'exil, les conséquences de la répression et la nostalgie. Surtout, continuez à faire face aux difficultés avec un sourire et une chanson. Là, vous êtes inébranlables et vos lendemains seront lumineux* ».

Eduardo OLIVARES

COLOMBIE

des législatives aux présidentielles

L'immoralité au pouvoir

Le 26 février dernier, pour les élections législatives, 8.360.586 Colombiens sur les 12.350.000 inscrits n'ont pas été aux urnes. Législatives et sorte de primaires tout la fois, ces élections servaient aussi à désigner le candidat unique du Parti Libéral pour les élections présidentielles de juin prochain. La candidature suprême de l'ex-président Carlos Lleras Restrepo, représentant de la bourgeoisie traditionnelle, qui a basé sa campagne sur la nécessaire moralisation du pays n'a rassemblé que 665.101 voix. Le vainqueur, Julio César Turbay, lui aussi libéral l'a emporté avec 1.491.764 suffrages. Ces listes ont reçu l'appui de la « nouvelle bourgeoisie » dont une partie est composée de mafiosi, de délinquants et de contrebandiers. Globalement, les listes du Parti Conservateur ont recueilli 1.477.091 voix. L'ensemble de la gauche, divisée en quatre formation n'a recueilli que 156.351 suffrages sur l'ensemble du pays. Le reste des votes exprimés, 199.097 se répartissent indistinctement sur les indépendants libéraux et conservateurs et sur un *gusano*¹ et une sorcière.

La quantité de voix obtenues par les listes de Turbay a reconduit la majorité libérale au Parlement et déterminé le visage des futures présidentielles. Compte tenu des résultats du candidat unique du Parti Conservateur, Belisario Betancourt, on peut affirmer sans crainte d'exagérer qu'en juillet prochain l'immoralité aura totalement pris possession du pouvoir.

P.L.

Le 26 février, la bourgeoisie traditionnelle a été vaincue par la nouvelle bourgeoisie, la « classe montante », qui regroupe entre autres des trafiquants de drogue, des chefs des réseaux de contrebande et des trafiquants de voix électorales.

Les réunions électorales ont eu cette fois-ci un caractère particulier et décisif. En vertu d'un compromis, dit *consensus de San Carlos*, entre les fractions libérales, le candidat le mieux placé aux législatives est reconnu comme candidat unique du Parti Libéral, majoritaire en Colombie.

En clair, cela veut dire qu'en février, les Colombiens ont désigné qui sera le président de 1978 à 1982.

Les élections présidentielles auront lieu le 4 juin prochain. Le Parti Libéral présentait en février trois candidats dont deux avaient de grandes chances de l'emporter. Carlos Lleras Restrepo, le vaincu, président de 1966 à 1970, jouissait de l'appui de la grande presse et représentait la vieille bourgeoisie malgré les quelques réformes sociales amorcées durant son investiture. Il a tenté, par exemple, de réaliser une réforme agraire qui avorta faute d'avoir été suffisamment radicale et d'avoir introduit la technologie dans les campagnes. Toute sa campagne fut fondée sur la nécessité de moraliser le pays et d'éliminer autant que faire se peut le trafic de drogues, la contrebande (surtout de café et d'émeraudes) et l'achat des consciences et des suffrages électoraux, si commun en Colombie. Il a perdu. Le vainqueur, maintenant candidat unique des libéraux, Julio César Turbay, est le maître de la machine électorale. Il a l'appui de l'actuel président, membre du même parti, Alfonso Lopez Michelsen (Turbay a donné l'ordre à ses amis de la Chambre de soutenir toutes les mesures proposées par Lopez dont il a promis, au cours de la campagne, de continuer fidèlement la politique). La base de sa politique réside dans l'attribution de faveurs à ses partisans, directement ou au travers les caciques des municipalités et des départements : postes publics, bourses, aides gouvernementales indûment utilisées par des parlementaires, ▶

1. Gusanos (vers) : on appelle ainsi les traîtres à la Révolution Cubaine.

La majorité silencieuse



questions politiques

silence devant la malhonnêteté officielle, etc.

Les délinquants, « Pères de la Patrie »

Le cas le plus significatif est celui de l'actuel président de la Chambre des Représentants, chef de file du libéralisme turbayiste dans le département de Tolima, Alberto Santofimio Botero. Santofimio a été condamné en justice. Parmi d'autres délits figurait celui d'avoir, dans l'exercice de la présidence, fabriqué plus de cinq cents faux contrats de travail, attribués à des enfants mineurs ou à des défunts. Tous les salaires de ces « travailleurs » servaient à ses propres fins électoralistes. Après un procès scandaleux de quatre mois dont la presse se fit largement l'écho, l'emprisonnement (on lui donna, bien sûr, une chambre confortable avec radio, télévision et bonne chère), il se déclara victime d'une persécution politique. Depuis la maison d'arrêt, ses lamentations furent reproduites dans les organes d'information, surtout à la radio et... donnèrent à ses listes une majorité de 5 contre 1 sur celles de Lleras, logiquement soutenu par Turbay. Grâce à l'immunité parlementaire, quand les Chambres se réuniront de nouveau, libre, Santofimio participera aux débats en tant que « Père de la Patrie » (c'est ainsi que l'on appelle les parlementaires en Colombie). Malgré tout ce qui s'est passé, Santofimio brigue la présidence de la République pour la période 1982-1986.

D'autre part, le président du Sénat, turbayiste, a lui aussi été convaincu de malversations dans l'exercice de sa charge. Pour la même raison, le Procureur de la République a accusé le ministre des Travaux Publics devant la Chambre des Représentants. Dans un rapport présenté devant la Commission sur le trafic de drogue le Sénat américain qui a mené une enquête en Colombie l'an dernier, a accusé des membres du gouvernement colombien de complicité, etc.

Le style des présidents de la Chambre et du Sénat est celui de la majorité des « amis influents » de Turbay, qui ont été élus « Pères de la Patrie » grâce aux trafics dont sont l'objet les consciences et les voix des électeurs. Les chômeurs, les paysans et les travailleurs qui reçoivent des salaires misérables, touchent entre 50 et 100 francs pour voter pour les candidats désignés. Il est évident que certains « petits chefs » localement élus l'ont été grâce à l'achat des voix à bon compte.

Turbay, lui-même, qui par ailleurs entretient d'excellentes relations avec les militaires et se montre un très habile politicien (cultivant l'art de parler beaucoup pour ne rien dire) a été accusé par la

revue espagnole *Cambio 16* d'être compromis dans le trafic de drogues et la contrebande d'émeraudes.

Devant l'indiscutable triomphe de Turbay sur Lleras, les principaux représentants de la bourgeoisie traditionnelle se sont ralliés au vainqueur, à commencer par l'ex-président Alberto Lleras, oncle du candidat malheureux. Il a déclaré trois jours après l'élection : « *je mets fin à ma retraite politique, partielle et provisoire, pour offrir à M. Julio César Turbay Ayala... mon appui sans aucune réserves morales, sentimentales ou intellectuelles.* »

Le spectacle lamentable de la bourgeoisie à genoux

Immédiatement, le journal le plus important du pays, *El Tiempo*, adopta la même position. Beaucoup de partisans parmi les plus assidus de Carlos Lleras ont suivi, même si quelques jours auparavant ils dénonçaient publiquement les méthodes corrompues de Turbay et ses amis.

L'ex-président Carlos Lleras, une fois les résultats connus, a retiré sa candidature, non sans avertir : « *je n'ai aucune autre obligation morale ou politique. Personnellement, je ne peux pas adhérer à la solution qu'une majorité du parti a adoptée sous la pression de procédés que j'ai dénoncés et combattus au cours de nombreux mois. Ceux qui m'ont accompagné restent pleinement libres, naturellement, d'adopter la conduite que leur dicte leur*

69 % d'abstention... un jeu dangereux pour la démocratie



C. Place - Ag. Sunset

conscience ». La « conscience » de la grande majorité de la bourgeoisie traditionnelle semble lui avoir donc dicté de s'allier à la « classe montante », sous peine de perdre le peu de pouvoir qui lui reste.

Les autres vaincus

Le Parti Conservateur, le plus réactionnaire du pays, s'est lui aussi présenté aux élections sur des listes différentes, mais appuyait un seul candidat pour les élections présidentielles de juin. Il s'agit d'un politicien, homme d'affaires, Belisario Betancourt. Jouant sur la division du Parti Libéral, il a fait campagne en se présentant comme le candidat de l'unité nationale. Il attend les voix des partisans vaincus et déçus de Carlos Lleras Restrepo. S'il est sûr que certains le feront et que d'autres choisiront l'abstention, traditionnellement les libéraux colombiens ont toujours respecté l'unité de leur parti. Comme on sait que Turbay a obtenu seul davantage de voix que le Parti Conservateur dans son ensemble, les espérances présidentielles de Betancourt se voient considérablement réduites.

Pour sa part, la gauche n'a pas augmenté son score, malgré une conjoncture exceptionnellement favorable, le pays traversant une crise : chômage, hausse vertigineuse du coût de la vie, salaires misérables, immoralité à tous les niveaux, insécurité (on enlève tous les jours des magnats pour des rançons de

5.000.000 de francs, mais aussi des cordonniers pour des rançons de 100 francs). Les trois formations de gauche : l'Union Nationale d'Opposition (UNO) dominée par le PC allié à certains secteurs des partis traditionnels, le Mouvement Ouvrier Indépendant et Révolutionnaire (MOIR), de tendance maoïste, qui a fait des alliances identiques et le Parti Socialiste des Travailleurs (PST), trotskyste, divisé en deux fractions sur une même candidate, ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un candidat unique qui aurait pu, par son charisme, réunir toute la gauche et la grande majorité des mécontents. Ils se sont déchirés mutuellement. Pour avoir remporté deux fois plus de voix que le MOIR, l'UNO a adopté une attitude triomphaliste (avec 2,6 % des suffrages).

Le MOIR a obtenu un score égal à celui des années antérieures (1,23 %). Les trotskystes ont expliqué leur malheureux 0,09 % par leur inexpérience électorale. Totalisés, les suffrages de la gauche ne représentent que 3,92 % des suffrages exprimés et 1,2 % des inscrits.

Un résultat dangereux

Le résultat le plus important des dernières élections est l'abstention massive, 69 % au niveau national, 75 % à Bogota. Ces élections ont de plus manifesté des tendances qui donneront à méditer aux politologues. Par exemple, les listes de la candidate trotskyste,

questions politiques



Place - Ag. Sunset

Socorro Ramirez, ont obtenu moins de voix que celles de Regina II, une sorcière qui prédit l'avenir et prétend faire des miracles. Le jour du scrutin, ses partisans ont défilé à sa suite avec des balais. A Cali, la troisième ville du pays, la liste soi-disant apolitique a obtenu 7 sièges sur 20 au Conseil. Cette liste était patronnée par José Pardo Llada, un traître connu de la Révolution Cubaine, un « gusano » comme on les appelle, qui exerce à Cali un journalisme à la Guy Lux. Les treize autres sièges se sont répartis entre les trois groupes libéraux de Cali, les deux conservateurs et les quatre formations de gauche.

Les abstentions ont toujours été très fortes en Colombie, mais jamais comme cette fois-ci. Toutes les tendances des partis traditionnels se sont employées durant la campagne à s'accuser mutuellement, non sans raisons, de trafic de voix et de malhonnêteté en général. Les différentes formations de la gauche n'ont pas manqué de faire de même. Seules changeaient les épithètes : pro-chinois

pour certains, pro-soviétiques pour d'autres, trotskystes pour le reste. Ce spectacle déprimant a été largement répercuté par tous les moyens d'information, surtout la presse écrite. Les gens n'ont pas voulu voter. La gauche marxiste n'a pas su interpréter la réalité (le marxisme consiste principalement à savoir le faire). Le peuple a paru préférer un présentateur à scandales comme Pardo Llada ou les trucs de sorcières de Regina II.

Mais surtout, il a gardé le silence. Il existe en Colombie un grand vide politique du pouvoir. Une abstention électorale de 69 % donne à tous, faiseurs de miracles, farceurs, etc., suffisamment d'arguments. Elle en donne aussi aux militaires. Mais surtout elle en donnerait à un vrai leader capable de regrouper la gauche et l'immense majorité des mécontents silencieux. La Colombie est un des rares pays d'Amérique Latine où existe encore un régime démocratique. Mais aujourd'hui, dangereusement, règne une démocratie désenchantée.

Patricia LARA

PÉROU

Mon nom était Daniel Parra

Je ne suis plus Daniel Parra. Je suis maintenant un ouvrier licencié. L'un des cinq mille travailleurs licenciés à cause de la grève du 19 juillet. Cela fait cinq mois que nous et nos familles souffrons la faim et la pénurie. C'est en prison que j'ai compris que Daniel Parra n'existait plus. Nous étions plus de deux cents enfermés dans les cachots de la Sécurité d'État. Le gouvernement pensait nous briser par la détention, mais l'arme s'est retournée contre lui. Enfermés, nous agissons avec plus de solidarité que jamais. Travailleurs qui n'avions qu'un sentiment de classe, nous acquérons ici, face à l'injustice, la conscience de notre condition sociale. Chaque dirigeant prisonnier cesse d'être un individu : un Gómez, un Parra, mais FAM, CORPAC*, NYLON, CARRETERA CENTRAL. C'est-à-dire une base, un syndicat.

Le licenciement massif des dirigeants syndicaux à travers tout le pays a montré la subordination du gouvernement aux intérêts des entreprises nationales et étrangères.

Un ministre qui a des prétentions à

Essayez seulement de faire grève...!

gauche, nous a déclaré dans le secret de son bureau, à six dirigeants de CORPAC : « je suis un général. On ne m'a pas mis à ce poste pour discuter, mais pour commander. Essayez seulement de faire une grève... nom de Dieu ! et vous verrez jusqu'où nous sommes capables d'aller. Si nous le voulions, nous vous couperions la tête sur le champ ou nous vous fusillerions, comme au Chili... ni vu, ni connu ! ». Conscients de notre responsabilité de dirigeants et évidemment remplis de stupeur, nous ne l'avons pas envoyé paître.

Nous nous sommes retirés avec civilité. Je ne dis pas le nom de ce ministre parce que je crois qu'il est déjà mort. Et s'il n'est pas mort, c'est déjà de toute façon un cadavre.

Je ne suis pas le seul ouvrier licencié de CORPAC. Nous sommes huit. Cinq dirigeants plus ou moins actifs dans la grève et trois camarades de base, eux vraiment victimes de l'arbitraire. Ils ont été licenciés pour avoir protesté auprès du gérant au sujet de mon arrestation sur les lieux de travail après la grève. Comme qui

dirait pour donner une leçon.

La moindre initiative des travailleurs est prétexte à une répression aveugle et maladroite. A Noël, nous avions édité un bulletin dénonçant le refus de la direction à notre demande d'augmentation de salaire. Nous y avions mis un poème du poète cubain Nicolas Guillén, intitulé *Les bourgeois*. Un indic remit le document au général Campodonico, PDG de CORPAC. Le poème semble lui avoir causé une crise de foie. Furieux, il demanda au service du personnel de rechercher dans quel service travaillait le dénommé Guillén, afin de le sanctionner. Nous n'avions pas indiqué la nationalité du poète.

Quand j'ai été arrêté le 21 juillet à l'aube, je pris la précaution de faire signer par mon chef immédiat un certificat qui attestait que je quittais le travail contre mon gré, afin qu'on ne puisse pas m'accuser d'abandon de poste. Je n'aurais jamais imaginé que le décret 010 puisse être promulgué. J'ai été témoins, en tant que dirigeant syndical, de l'impudence, de l'abus et de l'ignorance de beaucoup de ministres et de hauts fonctionnaires. Au cours de la discussion d'un cahier de revendications avec le ministre des transports, nous avons dû supporter son insolence pendant près de trois heures. Il affirma que les syndicats étaient des bastions et des résidus de l'impérialisme et que comme lui, ils devaient disparaître. Quand nous lui exposâmes notre demande d'augmentation des allocations familiales conformément à ce qui se pratique dans les autres entreprises, ils nous dit : « le gouvernement paie pour le travail qui se fait. Si vous êtes balayeur, on vous paie pour balayer. Si vous êtes chauffeur, on vous paie pour conduire. Le gouvernement ne paie pas pour baiser » Nous sommes persuadés que le ministre ne disait pas cela pour plaisanter, par franc-parler ou pour faire populo. Cette grossièreté reflétait simplement la haute estime dans laquelle il tient les travailleurs. Se permet-il ce langage avec sa mère ? Parlait-il ainsi au Conseil des ministres ? Il s'est adressé à nous dans ces termes pour nous humilier. Tel était son but. Le niveau d'organisation et de solidarité que nous avons atteint en prison est une sacrée couleuvre que le gouvernement a encore en travers de la gorge. Il pensait nous briser en nous séparant de la base, de nos foyers, mais c'est le contraire qui s'est produit. C'est pour cela que nous continuons à lutter. La marmite commune est le symbole de notre unité.

(publié dans *Marka* du 15.12.77)

D.R.

* CORPAC : Corporacion peruana de Aeropuertos y Aviacion comercial.





Rencontre avec INTI ILLIMANI

11 septembre 1973. Quelques minutes avant d'entrer en scène à la fête de l'Unita, à Rome, les *Inti Illimani*, groupe chilien, apprennent le coup d'État militaire.

La vie errante commence pour eux : tournées en Italie, au Japon, en Suède, en Suisse, en Amérique Latine, en Afrique, aux États-Unis, en France, en Angleterre, en Australie...

Du 21 février au 4 mars ils passaient au théâtre de la Ville qui affichait complet tous les soirs.

Jouant au gré des compositions de la *quena* ou flûte andine, de la *sampoña* ou *sikus*, des percussions : *bombo* argentin, *maracas*, *huïro*, *matraca*, *claves* et autres ; de la guitare, évidemment, mais aussi du *triple* de Colombie, du *cuatro* du Venezuela, du *charango*, instrument de l'altiplano, du violon, du violoncelle et de la contrebasse ; vêtus des mêmes ponchos rouges d'il y a dix ans, Horacio Duran, Max Berru, Jorge Coulon, José-Miguel Camus, José Seves et Horacio Salinas font briller chaque soir le Soleil de la Montagne (Inti Illimani en Kéchwá).

« Nous sommes nés en 1967, nous étions tous élèves de l'Université Technique de l'État (section Ingénieurs), nous

avons en commun l'amour de la musique andine ; c'était l'époque de la Réforme universitaire, 1967-68, et chacun apportait sa pierre à l'édifice. On commençait juste à découvrir la musique andine (Violetta Parra avait déjà fait quelque chose) et nous avons voulu la connaître. Nous sommes allés dans le nord du pays, au Pérou, en Bolivie et dans l'Altiplano chilien, pour être dans les fêtes populaires et apprendre à jouer des instruments. Dans les premiers temps nous avons fait un long travail de la musique andine, puis nous avons incorporé au répertoire des chansons latino-américaines et en 1971 nous avons travaillé les œuvres de compositeurs chiliens tels que Luis Advis,

Violetta Parra, Sergio Ortega, Patricio Manns et beaucoup d'autres. Nous nous sommes reliés aussi à toutes les expressions de ce que nous appelons la Nouvelle chanson chilienne ».

La Nouvelle chanson chilienne

« Nous sommes un courant de la Nouvelle chanson chilienne », dit Horacio Salinas, directeur musical du groupe. Jeune compositeur, ayant une grande expérience du folklore et de la musique latino-américains, il a tout d'abord travaillé à la consolidation du groupe, puis s'est mis à composer en tenant compte des caractéristiques d'Inti Illimani et de ses capacités.

Il poursuit : « L'une des caractéristiques de ce mouvement musical est précisément la grande variété de nuances et de styles employés pour exprimer le folklore. Il y eut une lutte pour la revendication culturelle et nous l'avons gagnée. Et jusqu'à maintenant elle est gagnée. La dictature n'a pas réussi à l'écraser. Jusque dans les années 1960, la bour-



geoisie avait l'hégémonie des expressions culturelles. Le développement du contenu littéraire des chansons est difficile. » Jorge reprend : « La Nouvelle chanson chilienne est une façon de concevoir l'art populaire lié au développement du mouvement ouvrier ; c'est en soi une chanson politique, engagée, de protestation et d'amour. C'est l'engagement de l'artiste dans les changements, la fidélité à l'échelle de valeurs de notre peuple. »

Est-il possible de parler aujourd'hui d'une Nouvelle chanson latino-américaine ?

« Oui », répondent-ils presque en chœur, « il y a tout un mouvement qui s'efforce de récupérer, de sauver plutôt et de développer les formes folkloriques d'expression. Il y a des points communs là-dessus au Mexique, en Equateur, au Venezuela, en Bolivie, etc. avec beaucoup plus de netteté dans certains pays du fait d'un plus grand pourcentage de population indigène, ce qui enrichit le processus. Dans le nouveau chant latino-américain, se réunissent tous ceux qui ne considèrent pas le folklore comme un « objet de musée ». En définitive, dans la Nouvelle chanson, ce sont les peuples qui font leur chanson, sans se soumettre aux formes musicales de pénétration impérialiste. »

Ne pas faire le « tango de l'exil »

La conversation se poursuit sur le thème de l'exil. « L'exil a une particularité curieuse : l'éloignement physique engendre une grande proximité intellectuelle. Prenons par exemple Victor Hugo et les Misérables, un chef d'œuvre de la littérature française, pensons à Garcia Márquez ou à Cortázar, écrivains profondément latino-américains qui ont vécu loin de leur patrie. Nous ne croyons pas qu'il faut faire à chaque fois le « tango de l'exil ». Chacun de nous, Chiliens, doit supporter sa part de douleur, ceux qui sont au Chili doivent supporter l'ambiance de crétinisme que leur impose la dictature, mais d'un autre côté, ils ont la

chance d'être là-bas. »

Inti Illimani considère le travail fait jusqu'à présent comme positif, et tire les conclusions de la vie de l'exil : « Le chemin à parcourir est très long, riche en nouveautés, nous avons les yeux et les oreilles grand ouverts ; beaucoup de mythes sur l'Europe se sont effondrés, nous nous sommes fait beaucoup d'amis, nous croyons que l'expérience de l'exil sera un apport au développement de la chanson chilienne. Nous avons eu l'occasion de réaffirmer les liens avec d'autres peuples, de manifester quelque chose qui est une tradition de notre peuple, son sens de la solidarité et de l'amitié avec tous les hommes de la terre. »

Faire tomber les barrières

Comment tombe la « barrière » entre le public qui ne parle pas espagnol et le groupe ? « Ce n'est pas difficile. Pour la première fois en Europe, par exemple, il y a une espèce d'invasion de musique folklorique latino-américaine, surtout andine, et aussi une invasion pacifique avec les exilés ; les dictatures ne permettent pas le développement de ces formes populaires dans la mesure où ce sont des outils au service des peuples et non pas au service de ceux qui sont provisoirement au pouvoir, contre la volonté populaire. Dans notre cas, nous croyons qu'il y a en plus, d'autres explications. Nous avons cherché des formes nouvelles de développement en partant du folklore, ce qui nous a menés à l'universalité de notre musique ; ainsi, il ne nous a pas été difficile de faire tomber les « barrières ».

productions culturelles

Comment peut s'expliquer ce succès, une fois abolie cette barrière ? La réponse est catégorique. « L'écho vient de la pré-occupation des peuples pour notre pays. En Italie, ce fut un succès, car ce peuple a eu des expériences similaires à la nôtre, ici en France, aussi ; c'est-à-dire qu'ils ont connu le fascisme et beaucoup ont chanté pour le combattre. Il faut aussi, sans nul doute, considérer un autre aspect ; notre apport à l'expression musicale. Nous sommes un mélange d'une longue influence musicale européenne dans nos pays avec l'expression populaire folklorique paysanne autonome. Ce qui fait que les jeunes ne nous voient pas comme appartenant au passé, mais au contraire comme ayant une façon contemporaine de faire de la musique. »

La conversation prend fin. Avant de regagner Rome, pour y retrouver leurs familles et donner une série de concerts au Théâtre Tenta, ils feront une tournée aux États-Unis, pour la troisième fois, au mois d'avril. Ils y ont toujours connu un très grand succès. Puis, ils iront au Mexique et au Canada. Sont-ils fatigués de cette errance ? Max, le percussionniste, répond : « Je ne sais pas. Quand on atteint un rythme régulier de travail, on ne sait plus si c'est beaucoup ou non, il faut continuer. C'est utile, et c'est cela qui importe. »

Ce sont les mêmes étudiants de la Réforme qui apportent avec leurs voix et leurs instruments l'héritage culturel de l'universalité du chant de Violeta Parra et de Neruda, et montent en scène, de par le monde, « pour briser la barrière et accomplir leur tâche ».

Daniel SALINAS



LA JUNTE CHILIENNE EN ACCUSATION DEVANT UN TRIBUNAL DE WASHINGTON

Santiago du Chili (correspondant)

La Cour du district de Columbia (Washington) a mis au banc des accusés le général Pinochet. Ce tribunal a envoyé à la Cour suprême chilienne une lettre demandant l'autorisation de procéder à l'interrogatoire de Juan Williams Rose et Alejandro Romeral Jara pour leur participation à l'attentat qui a coûté la vie à l'ex-chancelier du gouvernement Allende, **Orlando Letelier**. Dans le cas d'une réponse positive, le vice-ministre de la Justice des États-Unis, Eugène Proper, procéderait à l'interrogatoire de Rose et de Romeral. Les magistrats américains affirment détenir des preuves irréfutables de l'appartenance de Rose et Romeral aux Forces Armées chiliennes et de leur participation à l'attentat de septembre 1976 à Washington.

Le gouvernement chilien a répondu que ces noms ne figurent pas sur les registres et que relier ces deux personnes au gouvernement chilien serait commettre une grave erreur. La Cour américaine a réagi en déclarant que ces deux individus jouissaient nécessairement de puissants appuis au sein de la Junte, ayant obtenu leur visa d'entrée aux États-Unis grâce à une lettre de la Chancellerie chilienne, à peine un mois avant l'attentat qui coûta la vie à Letelier, tué par l'explosion d'une bombe placée dans son automobile.

Devant les arguments américains, la junte a décidé de gagner du temps en confiant l'examen de la commission rogatoire au juge d'instruction de la Cour suprême, Gustavo Chamorro.

De nombreux cas semblables

Chamorro s'est refusé à répondre à cette commission rogatoire mais seulement a accepté d'examiner si une telle demande était ou non recevable. Le plus probable est que sa réponse sera négative si l'on considère les antécédents de la Justice chilienne. Les exemples ne manquent pas.

Quand Allende, en octobre 1970, s'appropriait à assumer la présidence, un commando de droite assassinait le commandant en chef des Forces Armées, le

général René Schneider, pensant ainsi entraver l'arrivée de la gauche au pouvoir. Manœuvrée par la droite, la Justice chilienne tenta d'étouffer l'affaire, mais devant l'accumulation des preuves, dut se résoudre à inculper les frères Diego et Julio Izquierdo et à les condamner respectivement à dix et deux ans de prison. Le cerveau de l'attentat, le général Roberto Viaux se vit condamner à cinq ans et un jour d'internement (...) qu'il accomplit actuellement comme un coq en pâte au Paraguay, protégé par le dictateur Alfredo Stroessner. Toutes ces sanctions restèrent lettre morte et furent levées récemment par la Justice chilienne qui a conclu à l'innocence des accusés, qui « *essayèrent seulement de séquestrer le général Schneider, tué accidentellement par balle* ».



40.000 crimes impunis

On estime qu'après le coup d'État, 40.000 personnes furent assassinées au Chili et plus de 100.000 internées et torturées sans que la moindre charge ne pèse contre elles.

La Justice chilienne ne bougea pas. Elle ne se manifesta pas davantage pour l'étrange mort, en prison en 1975, de l'ex-ministre de la Défense du gouverne-

ment Allende, José Toha, ni pour l'assassinat du général Prats, ancien chef des Forces Armées. Prats et son épouse furent tués à Buenos Aires le 30 septembre 1974, par l'explosion d'une bombe placée dans leur voiture.

La Justice demeure silencieuse devant les demandes répétées de l'Église, des Nations Unies, d'Amnesty International ou d'autres organisations internationales sur le sort des 2.500 disparus qui furent détenus par les militaires.

La malédiction chilienne

Junte militaire et Justice chilienne se sont démasquées devant l'opinion mondiale comme véritable syndicat du crime. Le journal brésilien *Jornal de Brasilia* a consacré un long article aux relations entre le Brésil et le Chili.

« *L'isolement mondial du régime militaire chilien a provoqué ces dernières années un certain refroidissement dans les relations politiques entre le Brésil et le Chili. Malgré l'existence de liens étroits entre le gouvernement brésilien et tous les pays du Cône Sud, tout rapprochement politique majeur a été interrompu. Cependant, les relations commerciales entre les deux pays n'ont cessé de croître d'année en année en faveur de la balance commerciale chilienne* ». Pourquoi un tel refroidissement ? se demande le journal brésilien. « *Parce que le Chili est une malédiction* », répond un diplomate. « *Même si le Chili est considéré comme un ami, cela ne pourra jamais être démontré publiquement tant que la Junte sera au pouvoir* », ajoute un autre. « *Le Chili est isolé. Qui ose briser cet isolement en subit les conséquences. C'est une toile d'araignée indésirable* », dit un troisième.

Un quatrième préfère l'ironie : « *Le Chili est comme une maîtresse. On l'aime, on maintient les liens, on rend la collaboration plus étroite, mais toujours secrètement* ».

Cette image maudite du Chili, forgée par les crimes et les tortures, commence à réveiller la conscience de milliers de personnes dans le monde.

DIRECTION UNIQUE POUR LE PARTI SOCIALISTE CHILIEN

Au cours d'une réunion pour l'unité des socialistes chiliens, en mars dernier à Alger, après quinze jours de travaux, les directions intérieure et extérieure du Parti ont décidé « *la constitution d'une direction unique, avec la participation des membres de l'intérieur et de ceux qui sont en exil* ». Cette direction, composée de neuf membres, a pour secrétaire général Carlos Altamirano, et pour secrétaire-adjoint, Clodomiro Almeida.

Cet accord résoud définitivement les problèmes de la représentation officielle des socialistes et renforce les structures organisationnelles et politiques du Parti. En même temps, il constitue un appel à « *fortifier l'unité de la gauche chilienne et des secteurs anti-fascistes pour provoquer la chute de la Junte* ».



LES DISQUES L'ESCARGOT PRÉSENTENT

UNE NOUVELLE COLLECTION ...



ESC 359



ESC 362



ESC 363



ESC 366



DISQUES L'ESCARGOT,

99, rue de Vaugirard 75006 PARIS tél: 544.55.31+. PROMOTION SPECTACLES: Jean TERRIER.

GRATUIT

GRAND CONCOURS D'ABONNEMENTS

gagnez un voyage au Mexique pour 2 personnes

EN VOUS ABONNANT A ^{Argent} **Amérique Latine**

le prix comporte le voyage A/R et le séjour complet de 15 jours au Mexique pour 2 personnes.

Le tirage au sort, effectué parmi tous les abonnés inscrits avant le 15 mai, se fera au siège du journal le 20 mai 1978. Le résultat sera communiqué personnellement au gagnant et publié dans le numéro de juin.



ABONNEMENT

14, RUE BOURG-TIBOURG - 75004 PARIS

Nom et prénom : Mme, Mlle, M.

Profession :

Adresse :

SOUTIEN : 1.000 F 500 F 100 F

Chèques ou virement à l'ordre de Société de publications France Latine

Souscription annuelle : (12 n°) : France 60 F , Étranger 80 F

LE MASSACRE DE VILLA DEVOTO

Appel pour une commission d'enquête internationale

La Commission Argentine des Droits de l'Homme (CADHU) a publié à Paris un communiqué demandant : « l'ouverture d'une enquête internationale » sur les événements survenus à la prison argentine de Villa Devoto, le 15 mars dernier, où furent assassinés soixante prisonniers et gravement blessés plus de soixante-dix.

Dans son communiqué, la CADHU rappelle d'autres massacres comme celui de Trelew où, le 22 août 1972, seize prisonniers politiques furent fusillés par l'infanterie de marine argentine.

Un document du Département d'État américain a rendu public, en novembre dernier, un plan massif d'extermination de prisonniers politiques en Argentine prévu pour 1978. Les militaires argentins, sous prétexte de mutineries ou de projets d'évasion, auraient ainsi trouvé une « solution finale » au problème des prisonniers politiques.



« Il a fallu moins de quatre mois », déclare la CAH DU, « pour que les événements tragiques de Villa Devoto viennent démontrer le bien-fondé des assertions du document américain ».

Il y a deux mois, à Paris, l'Amiral Antoine Sanguinetti a avoué, au cours d'une conférence de presse, son inquiétude sur le sort des prisonniers politiques qui ne figurent pas sur la liste officielle du gouvernement argentin. Celui-ci a en effet reconnu l'existence de 3.700 prisonniers. Le Département d'État américain en possède une liste de 7.500 et Amnesty International en dénombre 15.000, et un chiffre comparable de disparus.

L'épée de Damoclès

Mexico. Les quotidiens de la capitale se sont faits l'écho de la publication par la revue américaine *Foreign Policy*, porte-parole officieux du Département d'État, d'un article d'avertissement au Mexique, le menaçant de représailles commerciales, de boycott touristique et de suspension de crédits, si ce pays devenait membre de l'OPEP. *Foreign Policy* ajoute : « bien qu'il n'y ait pas de traité particulier à ce sujet entre les États-Unis et le Mexique, ce dernier pourrait souffrir de représailles économiques comme celles qui furent appliquées à l'Équateur et au Venezuela. Dépendante du commerce avec les États-Unis, l'économie mexicaine pourrait se trouver en difficulté ». L'article rappelle en outre que la dette extérieure mexicaine auprès des banques privées américaines est de l'ordre de 11.332 millions de dollars (les seules dettes supérieures étant celles de la Grande-Bretagne et du Japon). La revue conclut qu'on ne saurait voir là matière à chantage.

Réduction volontaire de la production de cuivre

Lima. Le Pérou, en accord avec la Zambie et le Zaïre, a décidé de réduire sa production de cuivre de 15 % pour défendre les prix internationaux de ce métal. Ces trois pays, membres du Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre (CIPEC), ont signé un accord de réduction des productions, au cours d'une réunion en décembre dernier à Djakarta. Le Chili a refusé de souscrire.

Balance touristique positive pour Panama

Panama. Ce pays a gagné l'an dernier 128.200.000 dollars grâce au tourisme. Le chiffre de 361.699 touristes étrangers est le plus élevé enregistré dans le pays (accroissement de 17,07 % par rapport à 1976). Les Panaméens dépenseraient annuellement 34.800.000 dollars à l'étranger, ce qui laisse un solde favorable de la balance touristique de 93.400.000 dollars.

Un budget excédentaire

San José. Le ministre des Finances de Costa-Rica a annoncé que le budget de 1977 a donné un solde favorable de 18.000.000 de dollars. Une dépense autorisée de 590.000.000 de dollars n'ayant été exécutée que pour 572.000.000.

Les prêts accordés au Venezuela

Caracas. Le Venezuela va recevoir 500.000.000 de dollars en provenance du marché des capitaux de la RFA, où 250.000.000 seront placés en bons.

Ce crédit figure dans un programme de prêts souscrits par le gouvernement pour financer les plans de développement. Un groupe de banques européennes ont accordé en février dernier au Venezuela un prêt de 1.200.000.000 dollars.



La guerre du pétrole

Caracas. Le conseiller en politique étrangère du parlement vénézuélien, José Herrera Oropesa, a accusé les États-Unis d'être le principal instigateur de la conspiration contre les pays exportateurs de pétrole (OPEP). « Le monde actuel », a-t-il ajouté, « est le théâtre d'une bataille du pétrole livrée contre l'OPEP, soutenue par l'ensemble des pays capitalistes dirigés par les États-Unis. Cette bataille se traduit par une diminution de la demande. Dans le cas du Venezuela, cette diminution signifie une réduction de la production quotidienne de pétrole supérieure à 27 %, comparée à la production de l'an dernier. »

Les Équatoriens engagent Ford dans le Pacte andin

Quito. L'Équateur a chargé la firme multinationale américaine Ford Motor Company de la fabrication des camions qui lui est impartie par le programme de construction automobile du Pacte andin, a révélé le ministre de l'Intégration, Galo Montano. La décision 120 de l'accord de Cartagène stipule que l'Équateur doit produire des véhicules de 3.000 à 4.600 kilogs.

DISQUES

Poèmes pour les temps difficiles

Mêlant des musiques et des poésies d'hier et d'aujourd'hui, Higinio Mena, empruntant à Mario Benedetti un poème, regarde son pays. L'argentine, de l'exil.

Sur une face du disque, ses compositions, sur l'autre, des poèmes de Pablo Neruda, de Jaime Davalos (Argentine), d'Ernesto Cardenal (Nicaragua),

de Javier Heraud (Pérou) mis en musique par lui qui dit simplement : « *Par ces temps difficiles, nous chantons parfois pour soulager nos blessures.* »

Disque VDES 029 coproduit par Vendémiaire, 100, rue de la Folie-Méricourt 75011, le Comité de soutien aux luttes du peuple argentin (C.S.L.P.A.), 14, rue de Nanteuil, 75015 et l'Association Solidarité Franco-argentine (ASFA), BP 824 - 38035 Grenoble cédex. « *L'homme qui regarde son pays de l'exil* », Higinio Mena.

C.B.

THÉÂTRE

Stage international de théâtre

Sous les auspices de l'atelier de recherche théâtrale de Lima, au Pérou, un stage international va se tenir du 20 au 31 mai 1978. Il regroupera des hommes et des femmes de théâtre de plusieurs pays qui confronteront leurs acquis et leurs besoins, aussi bien en Amérique Latine qu'en Europe. Parmi eux, on peut déjà compter sur la présence de Eugenio Barba, de l'Odin Teater du Danemark et sur celle de Miura, un des danseurs les plus intéressants du Japon actuel.

H.F.

Arrabal au Lucernaire

Punk et Punk et colegram de Fernando Arrabal.

Création mondiale présentée par les **Spectacles d'aujourd'hui** (animateur Georges Vitaly).

Mise en scène : G. Vitaly. Décors et costumes : Mario Franceschi. Jouée par : Jean-Pierre Leroux, Gérard Hernandez, Sady Rebbot, Daniel Gall, Evelyn Séléna, Jean-Claude Montalban. **A partir du 5 avril au Lucernaire-Forum**, 53, rue Notre-Dame des Champs - 75006 Paris, Tél. 544.57.34.

Deux agents secrets, l'un de l'Ouest, l'autre de l'Est, évidemment, un ancien secrétaire

général du Parti communiste, une activiste nazie et une victime anonyme, logés dans le même hôtel... et à la même enseigne par Arrabal.

Une pièce que l'on pourrait peut-être dédier « *au fou qui voulut échanger l'un contre l'autre Brejnev et Pinochet* ». C.B.

Le « théâtre de groupe » d'Eduardo Manet

Eduardo Manet a tourné un film passionnant sur Bolivar, qui va bientôt être programmé à la télévision française. Il assure d'autre part un travail théâtral depuis près de deux ans. Axé sur le thème du fascisme, ou plus exactement des différents fascismes (l'idée lui est venue de la mort de Franco), Manet aborde également celui de la lutte pour le pouvoir. Il vient de présenter le résultat de cette recherche avec son groupe de six jeunes (à l'origine non professionnels) à la Cartoucherie de Vincennes à Paris. Partie prenante du « théâtre de groupe » qui trouve beaucoup d'échos en Europe actuellement, particulièrement en Italie, Manet prépare une tournée qui le conduira au Danemark et en Suède en automne 1978. Souhaitons-lui un accueil aussi chaleureux que celui qui lui fut réservé à Rouen au Cercle des Étudiants de l'Université au mois de janvier dernier, pour la double présentation de son travail cinématographique et théâtral.

H.F.

MAGAZINE

EXPOSITIONS

Peinture

● Il y a des familles où on a la fibre artistique... Pendant que Wilfredo Lam continue à nous enchanter sur les murs de différents musées d'art contemporain, sa femme Lou Laurin Lam, part exposer en Suède des collages et des lithographies sur deux thèmes : *Les rois à l'envers* et *La révolution*, où elle déploie une imagination étonnante dans les formes et le choix des matériaux. Mais ce qui est encore plus surprenant c'est que cette exposition sera itinérante et aura pour cadre... des banques, les Lansparbanken...

● Une artiste chilienne, Irène Dominguez, que nous avons connue comédienne dans *la Tierra prometida* de Miguel Littin, chanteuse en France depuis son exil, poursuit également une carrière de peintre pleine de talent. Elle commence en avril une exposition de gravures à Helsinki en Finlande, avant d'arriver à Paris, en mai, à la Galerie des Arts.

H.F.

LA PENA : un nouveau lieu de rencontre à Montpellier. — Ouvert tous les jours sauf lundi et mardi. 5, rue Lakanal.

RESTAURANTS

Les repas du Quetzal

Volant en droite ligne de sa légende toltèque de la presqu'île du Yucatán, le Quetzal aux plumes vertes est venu se poser à mi-hauteur de la butte Montmartre.

Les nostalgiques ou les amoureux du Mexique se retrouvent là autour d'une *Margarita* (tequila et jus de citron). Vous pourrez y savourer la cuisine mexicaine du nord au sud et de l'est à l'ouest : les *tostadas* (galettes de maïs) avec de l'avocat, du chorizo, de la viande de dinde et des légumes frais ; le *chile con carne* (haricots noirs mijotés avec de la viande de bœuf hachée, du porc, des piments forts et des épices) ; la *carne enchilada* (viande de porc coupée en dés, mijotée avec des piments, accompagnée de riz à la mexicaine) ; le *mole poblano* (viande de porc à la sauce piquante, avec une pointe de chocolat — pour la couleur). Comme dessert, vous n'aurez que l'embarras du choix entre le *coco borracho* (glace à la noix de coco baignant dans la liqueur de café et servie dans une moitié de noix fraîche), sorbets au citron vert, à la mangue (garantis sans colorants, insiste Zobeida, l'hôtesse) ; et, pour terminer, un *kahlua* (alcool de café).

Sur les murs blancs des *amates* (peinture sur écorce) vous renvoient le regard fixe de l'omniprésent Quetzal.

Si vous y aller pendant la fin de semaine, vous aurez le plaisir de dîner au son de la guitare.

El Quetzal, 28, rue de la Vieuville - 75018. Métro Abbesses. Tél. 527.36.15. Fermé le mardi. Service de 19 h 30 à 23 h 30 (compter entre 50 et 80 F).

MANIFESTATIONS POLITIQUES

Première réunion publique des femmes de l'U.P.

Le samedi 11 mars a eu lieu à Paris la première réunion publique de la Commission Féminine de l'Unité Populaire.

Après une projection de diapositives de broderies (*arpilleras*), réalisées par des femmes du Chili pour gagner leur vie et montrer la situation dans laquelle elles se trouvent, les organisations prirent la parole pour faire part des buts principaux de la Commission.

Dans un premier temps, la Commission Féminine a pour but de réaliser une meilleure coordination des Chiliennes exilées à Paris et dans sa région, et de faire participer les femmes qui ne militent dans aucun parti ou ne participent à aucune organisation. Une fois ce but atteint, elle se propose de réaliser des campagnes pour les femmes disparues et pour obtenir la liberté de toutes les prisonnières. Elle désire aussi apporter une aide, non seulement morale mais matérielle, aux familles des disparus. Pour faire connaître ces problèmes à l'opinion publique des délégations et des personnalités féminines feront des voyages au Chili. A plus longue échéance, la Commission Féminine va mettre à profit le mois de juin pour se manifester. En effet, au cours de ce mois, se célébreront la Journée

Internationale de l'Enfance et le soixante-dixième anniversaire de la naissance de Salvador Allende. Elle prépare déjà un rapport sur l'enfance au Chili, car 1979 va être l'Année Internationale de l'Enfance.

C.B.



Manifestation des femmes devant l'ambassade chilienne

La Commission Féminine avait été à l'origine, le 6 janvier dernier, d'une manifestation qui comptait environ deux cent cinquante exilées, devant l'ambassade du Chili à Paris, pour demander des nouvelles des nombreux disparus et emprisonnés. Participaient également à la manifestation des délégations féminines de la CGT, de la CFDT, du PSU, le Comité de Défense des Prisonnières politiques, France-Amérique Latine, les Amitiés franco-chiliennes, le Comité pour la défense des prisonniers politiques au Chili, la Cimade, ainsi qu'une délégation d'Amnesty International.

L'ambassadeur du Chili, M. Irarrazaval, a refusé catégoriquement de recevoir toute délégation ou motion.

Durant le mois d'avril

• Les 8 et 9 avril, à Marseille, aura lieu un congrès des comités Uruguay de toute l'Europe.

• Le 28 avril, le COBA (Comité pour le Boycott de l'Organisation par l'Argentine de la Coupe du Monde de Football) et les comités de boycott pour l'Europe organisent une journée internationale, sur le thème : *Nous sommes tous des Argentins.*

COBA, 14, rue de Nan-teuil, 75015 Paris - Tél. : 531.43.38.

Permanence : mercredi de 15 h à 20 h, et vendredi de 18 h à 20 h.

Manifestation de femmes de l'UP



Jorge Trivino

MAGAZINE

Hommage à Cesar Vallejo

« Il peut se jeter sous le train », déclarait un critique littéraire à la mode, en 1919. Cesar Vallejo terminait son premier livre : *Les Hérauts Noirs.* Né en 1892, à 3.500 mètres d'altitude, dans un petit village perdu des Andes, Lima l'accueillit mal.

1920, Paris, l'exil volontaire :

La vie me plaît énormément mais bien sûr

avec ma mort chérie

et mon café

en voyant les platanes

touffus de Paris

et disant :

œil est cet œil,

celui-là ; front ce front,

celui-là...

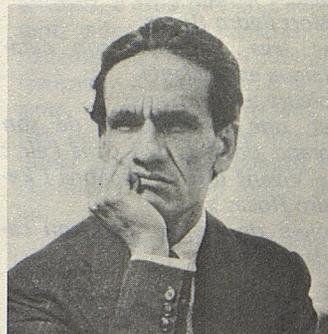
Vie difficile, sans argent, sans amis, sans connaître la langue. Les amitiés viendraient lentement : Juan Gris, Waldo Franck, Unamuno, Aratud, Tzara, et d'autres encore. Lentement aussi naissait le second livre : *Trilce.* En 1928, il fait son premier voyage en Russie, deux ans après il y retournera et, la même année, sera expulsé de France. Dix ans après son arrivée en France un changement profond s'est opéré en lui ; il souffre.

Je ne souffre pas cette douleur en tant que César

Vallejo. Je ne souffre pas en ce moment en tant qu'artiste, en tant qu'homme ou même simple être vivant. Je ne souffre pas cette douleur comme catholique, mahométan ou athée. Aujourd'hui, je souffre seulement...

Il a besoin d'aimer...

Il me vient, certains jours, luxuriant, politique, un besoin d'aimer, d'embrasser la tendresse sur ses deux visages et, il me vient de loin un besoin d'aimer, autre, démonstratif, un besoin d'aimer, de gré ou de force, celui qui me hait, celui qui lui déchire au bambin son papier...



César Vallejo en 1929

Voilà l'homme en résumé : *Considérant de sang froid, impartialement, que l'homme est triste, tousse, et, cependant,*

PIERRE NOIRE SUR UNE PIERRE BLANCHE

Je mourrai à Paris, un jour d'averse,
un jour dont j'ai déjà le souvenir.

Je mourrai à Paris — et cependant je reste —
peut-être un jeudi, d'automne, comme aujourd'hui.

Si... un jeudi, car aujourd'hui, où je prose
ces vers, de mal gré les humérus me suis mis
et jamais, comme aujourd'hui, ne me suis,
avec tout mon chemin, revu seul.

César Vallejo est mort, tous le frappaient
bien qu'il ne leur fasse rien ;
dur le frappaient d'un bâton et dur encore

avec une corde ; en sont témoins
les jours jeudi et les os humérus,
la pluie, la solitude, les chemins...

César Vallejo
(Poèmes humains)

MAGAZINE

se complaît dans sa rubiconde poitrine ;
qu'il ne fait que se composer de jours
et de jours
et que, sombre mammifère,
il se peigne...

L'Espagne, la France, à nouveau l'Espagne, il milite au Parti communiste, donne des cours de marxisme aux étudiants et aux ouvriers, est membre des comités de défense de la République espagnole, voyage une dernière fois en Espagne, fin 1936, et revient en 1937. Il a déjà écrit *Poèmes Humains* et terminera bientôt *Espagne, éloigne de moi ce calice* :

*Mort Pedro Rocas,
se leva, embrassa son catalque ensanglanté,
pleura sur l'Espagne
et, une fois encore, de son grand doigt écrivit dans l'air :*
« *Vivent les compagnons ! Pedro Rocas* »
plein de monde était son cadavre.

Avril 1938, Vallejo meurt à Paris. Quarante ans après, son souvenir flotte encore chez des poètes latino-américains, tels : Mario Benedetti (Uruguay), Juan Guelman (Argentine), Ernesto Cardenal (Nicaragua), Roque Dalton, Félix Grande, etc. César Vallejo représente une révolution dans la poésie de langue espagnole, écrit Americo Ferrari¹.

Quarante ans après, Paris, avril 1978, les écrivains péruviens résidant en France, organisent un colloque : *La poésie péruvienne de Vallejo à nos jours*². Quasiment inconnu dans la ville où il a passé la plus grande partie de sa vie, et où reposent ses restes dans un petit cimetière, Vallejo commence seulement à faire sentir sa poésie dans la poésie.

R.D.

1. César Vallejo, Americo Ferrari et Georgette Vallejo. Ed. Seghers, d'où sont tirés les vers et le poème cités dans cet article.

2. Armando Rojas, 4, rue Romain Rolland - 94250 Gentilly.

LIVRES

● *Je ne vous dis pas adieu*, de Osvaldo Soriano (Argentine), Ed. Fayard. Traduit de l'espagnol par Laure Bataillon. Prologue de Julio Cortázar. 238 p. Prix non encore communiqué. Ce livre a déjà été traduit en italien, en polonais et en portugais. L'édition française sort simultanément à l'édition allemande.

● *ELOY* de Carlos Droguett. Roman traduit de l'espagnol par Fanchita González Batlle. Ed. Maspéro, col: Voix.

En partant d'un fait divers réel — la poursuite de la mort, en juillet 1941, d'un célèbre bandit chilien connu sous le nom d'Eloy — Carlos Droguett reconstruit sous la forme d'un monologue intérieur toute la vie de cet homme. Les dernières heures d'une chasse à l'homme acharnée donnent ainsi lieu à une superposition de récits qui convergent tous sur la description minutieuse de ce qu'éprouve un homme blessé et traqué.

PRESSE

● Le numéro 4 de *Peuples d'Amérique Latine*, bulletin trimestriel, édité par France-Amérique Latine vient de sortir. Au sommaire : *Amérique Central aujourd'hui, Costa Rica, la Suisse américaine des Caraïbes, Nicaragua, la dynastie des So-moza*.

France-Amérique Latine publie aussi des *Notes mensuelles d'Information*, « condensé de l'actualité politique, économique et sociale des différents pays du continent ».

France-Amérique Latine, 11, rue du Caire, 75002 Paris.

● L'Agence Latino-américaine d'Information, qui a son siège au Québec, publie un bulletin hebdomadaire spécialisé sur

Carlos Droguett est né à Santiago du Chili en 1915. Journaliste littéraire, il a collaboré à de nombreuses revues hispano-américaines et européennes. Auteur de plusieurs romans dont « *Sesenta muertos en la escalera* » (1953), « *Patatas de perro* » (1965), « *El compadre* » (1967), « *Todas estas muertas* » (Prix Alfaguara 1970), Carlos Droguett, qui fut Prix National de Littérature, est considéré comme l'un des plus grands écrivains latino-américains actuels. Il vit en exil en Espagne où il continue à écrire.

Les Aspilleras

Renouant avec la tradition des brodeuses de Isla Negra, reprise par Violeta Parra, des femmes de prisonniers et de chômeurs ont exprimé avec les *arpilleras* leur vie, leur résistance et leurs espoirs. *Ce livre*, comme le dit André Jacques qui a recueilli des témoignages au Chili, *est le fruit d'un immense respect ; celui qui est né devant la dignité, la souffrance et devant toutes les formes de résistance*.

Un peuple brode sa vie et ses luttes. André Jacques. Édité par la Cimade, 176, rue de

Grenelle — 75007. Téléphone : 705.93.99. 100 p. 45 F.

LIVRES PUBLIÉS EN AMÉRIQUE LATINE

Pérou

Un grand nombre de livres consacrés à l'histoire politique et sociale du Pérou sont actuellement édités dans ce pays. Ont paru au cours du dernier trimestre 1977 :

Estado y Política agraria, Fernando Eguren López et un collectif ediciones Desco, S 4.

Peru 1975, cronología política, collectif, ediciones Desco, \$ 5.

Los movimientos campesinos en el Perú 1879-1965, Wilfredo Kapsoli et un collectif, ediciones Delva, \$ 4.

El ocaso de la oligarquía, Franklin Pease, ediciones Desco, \$ 3.

La polémica Haya de la Torre — Mariátegui : Reforma o revolución en el Perú. César Germana. Cuadernos de sociología y política. Lima, 1978, 56 p.

Educación básica laboral : proceso a un proceso. Ballón, Eduardo y otros. Ed. Desco. Lima, Pérou. 1978. 143 p.

l'Amérique Latine, en français et en espagnol. Chaque exemplaire vaut 1 dollar. Pour tout abonnement, s'adresser à : Agence Latino-américaine d'Information, 1224 Ste-Catherine

0 403 Montréal, Québec H3G IP 2. Canada.

Tél. (514) 861.0756.

Exemplaire gratuit fourni sur demande, spécifier dans quelle langue.

● Vient de paraître : *Araucaria de Chile*, revue culturelle, dirigée par l'écrivain chilien Volodia Teitelboin. Elle est éditée en Espagne et sort tous les trois mois. Dans son premier éditorial, la rédaction écrit : *Araucaria sert l'idée de l'unité de la culture nationale et le fait que celle-ci est toujours en vigueur et crée, malgré le fascisme... Araucaria souhaite se transformer en une expression exigeante et unificatrice de l'intellectualité chilienne à l'intérieur ou à l'extérieur du pays... Araucaria étant une fille du Chili, fait partie du paysage andin et de l'écologie continentale ; sa porte est ouverte, pour recevoir, comme un frère, la pensée révolutionnaire créatrice d'Amérique Latine*.

Au sommaire du premier numéro : des articles de Julio Cortázar, d'Alfonso Alcade, de Hermán Ramirez Necochea. *Araucaria de Chile*. Forma ediciones S.A. — Vinaroz 21 Madrid 2. (Espagne).

A Paris : 10, rue Saint-Marc — 75002.

MAGAZINE

TÉLÉVISION

Quatre films de José Maria BERZOSA

Les quatre premiers dimanches du mois d'avril *Antenne 2* présentera, à 21 h 30, une série de films sur le Chili d'aujourd'hui, produits par l'Institut National de l'Audiovisuel et réalisés par le metteur en scène espagnol José Maria Berzosa. La personnalité cinématographique de Berzosa (autour notamment de portraits filmés de Miguel Angel Asturias et de Jorge Luis Borges, ainsi que d'une histoire du franquisme) et la matière documentaire qu'il ramène de son séjour récent au Chili, font de cette série d'émissions, sans aucun doute, l'événement télévisuel de ce mois.

José Maria Berzosa nous donne ci-dessous ses propres impressions sur le Chili des généraux.

I.R.

« J'ai été très surpris, en arrivant au Chili, par la discrétion extérieure du fascisme chilien. J'ai bien connu le fascisme espagnol ; il était sûr de lui, arrogant, insolent, violent, et je pensais trouver au Chili une semblable ostentation. Je croyais qu'il y aurait partout des portraits de Pinochet, des slogans nationalistes, des organisations de jeunesse patriotiques, des réunions de masse... ; il n'y a rien de tout cela. C'est un autoritarisme très discret ; avec très peu de signes apparents du fascisme. Le Chili, c'est vraiment la petite bourgeoisie au pouvoir avec une police sans doute efficace mais surtout très effacée, très dissimulée.

Je pensais, peut-être naïvement, que la tête ou les attitudes des généraux, des militaires chiliens seraient plus en accord avec leur réputation d'étroitesse d'esprit, avec leur rôle de dictateurs. Je les imaginai mégalomanes, possédés par des rêves impériaux ; je m'attendais à un certain délire. Et bien non ; ce sont de tout petits bourgeois sans aucune perspective politique. Ils avaient la force et ils l'ont utilisée pour défendre leurs intérêts de classe ; avec une efficacité remarquable, certes, mais

sans aucune idéologie, même s'ils parlent aujourd'hui d'un vague corporatisme qui rappellerait le Portugal de Salazar. Il n'y a d'ailleurs aucun dirigisme économique ; il y règne le libéralisme le plus sauvage, ce qui n'est pas typiquement fasciste.



Évidemment dès que l'on observe un peu plus attentivement la vie quotidienne, on constate que le fascisme se trouve partout. Je considère que le fascisme c'est l'arbitraire imposé par la force ; or, là-bas, cet arbitraire est imposé par la force partout et dans tous les domaines ; il n'existe aucune légalité.

Mon objectif en me rendant au Chili n'était pas de refaire une analyse de la chute du régime de l'Unité Populaire ; cela a déjà été fait, notamment dans *la Spirale*. Je pensais qu'il serait intéressant de jouer sur le décalage de sensibilité qui existe entre le récepteur

français et l'émetteur fasciste chilien pour produire un heurt, un sursaut qui conduirait à une prise de conscience autant que l'aurait fait une analyse politique. Je voulais trouver des interlocuteurs chiliens de droite et leur donner la parole pour qu'ils fassent eux-mêmes leur propre portrait ; moi j'aurais été un simple catalyseur, aussi « innocent » que possible. Mais lorsque je me suis retrouvé devant ces petits bourgeois, gentils, accueillants, médiocres, j'ai eu peur que le public (surtout le public de télévision, plus paresseux généralement) en voyant des personnages aussi fades, aussi apparemment inoffensifs, ne pense que je donnais une image favorable du régime du général Pinochet. Si je n'avais montré que des gens de cette droite, on aurait pu oublier l'arbitraire de ce régime et son illégalité. J'ai donc introduit des témoignages sur la violence institutionnelle.

Ces témoignages, par le courage et la franchise de ceux qui les profèrent, peuvent prêter à commentaires. Il va sans dire qu'il ne s'agissait pas de

rechercher le sensationnel, ou le « scoop ». Avant de tourner j'ai, à chaque fois, averti les personnes qui allaient parler, des risques qu'elles couraient ; ces risques, me répondaient-elles, elles les connaissaient mieux que moi, mais elles estimaient qu'un témoignage anonyme n'a guère d'efficacité. Ce témoignage, pour eux, est une arme politique dont il n'était pas question de ne pas se servir de la manière la plus efficace, c'est-à-dire en s'adressant, grâce à nos caméras, directement à l'opinion publique française. Ils savent que le régime, surtout actuellement, a très peur du scandale international et qu'il tient compte de l'opinion que l'on porte sur lui.

Dans ce sens, mes films, qui voudraient tracer un portrait sociologique du Chili d'aujourd'hui, témoignent, à leur manière, publiquement, de la douleur d'un peuple, et aussi de sa vie, de ses travaux et de sa survie.

(propos recueillis par Ignacio Ramonet)

FESTIVAL INTERNATIONAL DU JEUNE CINÉMA

Au mois de juillet 1978 à l'occasion du XIe Festival de la Jeunesse et des Étudiants, aura lieu à La Havane le Festival International du Jeune Cinéma. Cette manifestation a pour but de montrer des films (fiction, documentaires, dessins animés, etc.) de jeunes réalisateurs et réalisatrices de tous les pays.

Des tables rondes, des débats et des conférences sont prévus parallèlement aux projections.

Tous les participants recevront un diplôme attestant leur présence au Festival, et un jury international décernera des prix aux meilleurs travaux.

Les films doivent être envoyés, par le biais du Comité National Préparatoire au XIe Festival de chaque pays, avant le 30 avril 1978 à : Distribuidora Internacional de Películas ICAIC, Calle 23, N° 1155 - Vedado, La Habana (Cuba). Tél. 3-4400. Telex : ICAIC, accompagnés de la demande d'inscription rédigée en espagnol, en russe, en anglais ou en français.

MAGAZINE

CINÉMA

Arrêté - relâché - arr

Arrivant de Cuba, où ils faisaient partie du jury du prix « Casa de las Americas », le chanteur Chico Buarque et l'écrivain Antonio Callado ont été arrêtés, ainsi que leurs épouses, à l'aéroport El Galeao de Rio de Janeiro. Le journaliste Fernando Gomes de Moraes et sa femme avaient subi le même sort deux jours auparavant à leur descente d'avion de São Paulo. Les livres et revues qu'ils avaient en leur possession leur furent confisqués.

C'est la police politique qui a, dans tous les cas, procédé aux arrestations, alors qu'aucune loi au Brésil n'interdit de voyager librement à Cuba, comme le rappelait Modesto da Silveira, l'avocat de Chico Buarque.

Gomes de Moraes et sa femme furent mis en liberté après huit heures de détention, alors que Buarque, Callado et leur épouses passèrent deux jours dans les locaux de la police maritime.

C.B.

Hors d'ici ! (Fuera de aqui !)

A la suite de la publication d'un entretien avec le metteur en scène bolivien Jorge Sanjines dans notre précédent numéro, un certain nombre de lettre nous sont parvenues nous demandant si on pouvait louer son dernier film *Hors d'ici !*

Cette possibilité existe. La diffusion de ce film est assurée par :

Catherine MEYNARD
24, rue Stendhal
75020 Paris
Tél. 366.25.13

« Les trois A sont les trois armes »

Film en 16 mm. Réalisé par le groupe Ciné de la base. Durée : 18'

Ce film s'inspire d'une lettre aux Forces Armées argentines envoyée le 24 mars 1977, à l'occasion du premier anniversaire du coup d'État, par Rodolfo Walsh.



Ce dernier, écrivain et journaliste, fut séquestré après l'envoi de cette lettre et serait actuellement détenu au **Campo de Mayo**. Ses écrits ont toujours eu un grand impact sur l'opinion publique.

Le groupe de Ciné de la base est constitué par des militants argentins inspirés par le cinéaste Raimundo Gleyzer séquestré par les militaires (**Los traidores, me matan si no trabajo**).

Pour tous renseignements ou location s'adresser au CAIS (Centre Argentin d'Information et de Solidarité), 27, avenue de Choisy, 75013 Paris.

C.B.

Jodorowsky au Seine-Cinéma

El Topo et *La Montagne Sacrée* l'Alejandro Jodorowsky. Cinéma Le Seine, 10, rue Frédéric Sauton, 75005, Métro Maubert-Mutualité. Téléph. : 325.92.46 (voir horaires à la salle).

CONCERTS



THÉÂTRE DE LA VILLE

Du 25 au 29 avril, au Théâtre de la Ville, à 18 h 30, Toto Bissainthe (Haïti), accompagnée de Marie-Claude Benoit (Martinique), Mariam Matheus (Guadeloupe), donnera une série de concerts. Aux percussions : Akonio Dolo (Mali), à la contrebasse : François Perret et Beb Guérin (France).

Issus pour la plupart du milieu théâtral, ils ont, comme

le dit Toto, *une autre façon d'aborder la chanson et la musique, moins statique, moins figée*. Elle poursuit : *nous ne cherchons pas à reconstituer des chansons ou un répertoire traditionnels, mais à interpréter aujourd'hui, avec notre sensibilité d'aujourd'hui, des chansons qui étaient des chansons esclaves, donc de résistance*.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 75004 Paris
Tél. 274.11.24.

OLYMPIA

Samedi 15 avril à 0 h 30 et lundi 17 avril à 21 h, à l'Olympia : GAL COSTA et CAETANO VELOSO.

Gal Costa est née en 1951 dans la province de Bahia. Elle est « découverte » par Caetano Veloso, qui la fait chanter de façon professionnelle. L'un de ses derniers succès est une chanson composée par Gilberto Gil et Caetano Veloso *Divino Maravilhoso*.



Caetano est aussi originaire de Bahia où il est né en 1942. Dès l'âge de 18 ans, il compose des chansons et apprend à jouer de la guitare. Sa sœur, Maria Betanha enregistre une de ses compositions *E de manha* qui devient un succès. Son ascension se poursuit. Il compose *Soy loco por ti America* qui sera un succès continental. Il crée *Tropicalismo*, mouvement musical où se retrouvent ses compatriotes de Bahia : Gilberto Gil, Torquato Neto, Gal Costa et d'autres.

Olympia, 28 bd. des Capucines. 75009 Métro : Opéra.
Tél. 742.25.49.

COMPTABLE CHEF-COMPTABLE EXPERT-COMPTABLE

DES EMPLOIS SURS - DES SITUATIONS D'AVENIR - DES REVENUS CONFORTABLES

Ecole Professionnelle Supérieure

avec le concours de

l'INSTITUT FRANCAIS DE GESTION Initiations

vous assure les meilleures formations comptables, enseignées par d'imminents professeurs, professionnels, et pourra vous faire bénéficier de ses nombreux contacts avec des employeurs potentiels en fin de préparation.

Si vous désirez préparer un EXAMEN D'ETAT :

C.A.P. d'Employé de Comptabilité
PROBATOIRE
D.E.C.S.

Ecole Professionnelle Supérieure

Etablissement Privé de Formation Continue et d'Enseignement à Distance

27 bis, rue du Louvre - 75002 PARIS

Tél. 236.74.13

met à votre disposition, son expérience de plus de 40 ans
dans le domaine de la formation

N'attendez plus pour demander votre documentation en nous retournant ce coupon.

Veillez m'adresser sans engagement de ma part, votre documentation concernant les carrières de la COMPTABILITE

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE.....



AGENCE IMMOBILIERE PARIS — PROVINCE



MEMBRE F.N.A.I.M.

VOUS DESIREZ...

VENDRE ?...

ACHERER ?...

LOUER ?

Dégagez-vous de toutes démarches fastidieuses
en prenant contact avec

L'AGENCE IMMOBILIERE PARIS-PROVINCE
14, rue du Bourg-Tibourg - 75002 PARIS / Tél. 271.16.67-887.5643

où Marie-Christine DESBOIS

diplômée d'Etudes Supérieures de Droit

Carte professionnelle T. 3051

et son équipe de Spécialistes

VOUS RESERVERONT LE MEILLEUR ACCUEIL ET REGLERONT TOUS

VOS PROBLEMES IMMOBILIERS

